

PRODUCTION NATIONALE

Réalisations et perspectives

Page 2

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8071 – SAMEDI 21 DÉCEMBRE 2024
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Détournement des terres agricoles

Les mises en garde de Cherfa

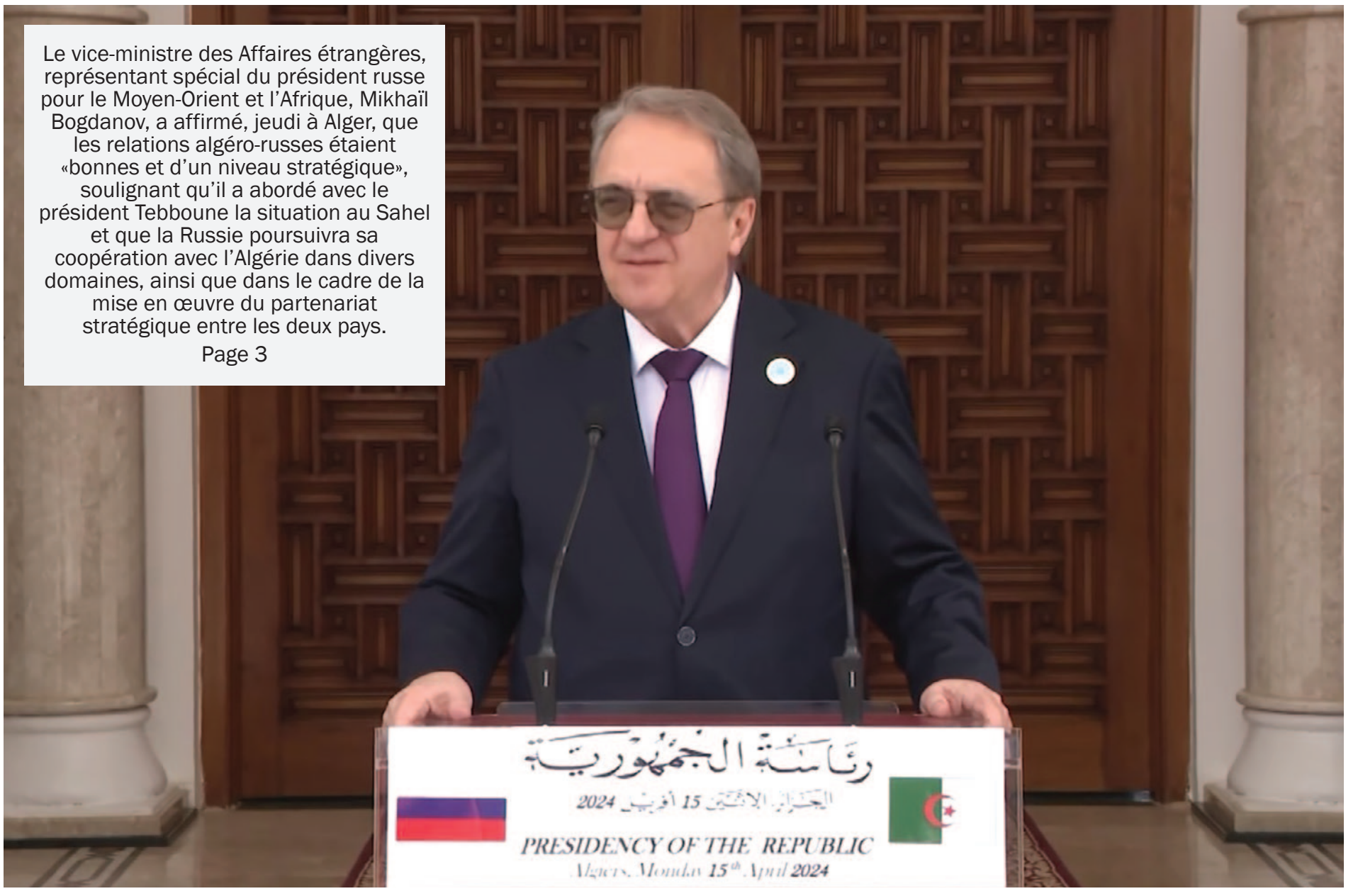
Page 4

Algérie – Russie

LE PARTENARIAT STRATÉGIQUE EN MARCHE

Le vice-ministre des Affaires étrangères, représentant spécial du président russe pour le Moyen-Orient et l'Afrique, Mikhaïl Bogdanov, a affirmé, jeudi à Alger, que les relations algéro-russes étaient «bonnes et d'un niveau stratégique», soulignant qu'il a abordé avec le président Tebboune la situation au Sahel et que la Russie poursuivra sa coopération avec l'Algérie dans divers domaines, ainsi que dans le cadre de la mise en œuvre du partenariat stratégique entre les deux pays.

Page 3



TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

La lenteur administrative un frein majeur

Page 4

RADIOTHÉRAPIE POUR LES ENFANTS CANCÉREUX

Vers une convention CNAS-cliniques privées

Page 5

ATTAQUE CONTRE UNE USINE À ROSTOV

L'armée russe annonce des frappes sur Kiev

Page 7

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

CNRC

Hausse du nombre d'entreprises enregistrées

LE MINISTRE du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, a indiqué que le nombre d'entreprises de production et de services inscrites au registre de commerce avait dépassé 1,65 million d'entreprises jusqu'à fin novembre 2024, enregistrant ainsi une hausse en comparaison aux années précédentes.
Dans un exposé présenté au président de la République, lors de l'inauguration de la Foire de la production algérienne, sur les réalisations des entreprises économiques algériennes, Zitouni a indiqué que le nombre d'entreprises de production et de services inscrites s'élevait à 1.655.656 au 30 novembre 2024, contre 1.434.482 entreprises enregistrées en 2020.
Les wilayas d'Alger, Oran, Sétif, Blida, Tizi Ouzou, Constantine, Boumerdès et Béjaïa disposaient de près de 50% du tissu économique productif, faisant état de 186.725 opérateurs économiques recensés à l'échelle nationale, dont plus de 1.800 exportateurs permanents. La wilaya d'Alger renferme 17,26% du tissu économique productif, suivie par Oran (6,79%), Sétif (6,13%), Blida (4,37%), Tizi Ouzou (4,26%), Constantine (3,85%), Boumerdès (3,70%) et Béjaïa (3,55%), a précisé le ministre. Les projets d'investissement inscrits en matière de production sont concentrés dans 20 wilayas situées pour la plupart dans le nord du pays, «d'où l'impératif d'orienter et de bien étudier le choix des sites de ces projets pour former des centres d'investissement spécialisés à travers le pays et créer un environnement d'affaires adéquat», a-t-il ajouté.
Concernant la répartition des projets d'investissement par secteur d'activités productives, le ministre du Commerce intérieur a indiqué que 70% des projets sont répartis sur 72 activités commerciales, «ce qui dénote que le marché algérien est toujours fertile dans plusieurs domaines productifs».
Selon lui, l'orientation de l'investissement vers la fabrication d'intrants de production contribuera à augmenter la valeur ajoutée, à travers l'augmentation du taux d'intégration, comme l'industrie des produits d'emballage plastique, l'emballage papier, les pièces détachées automobiles, la transformation de bois et autres. Le ministre a indiqué, en outre, que le recensement économique de la production nationale servira à l'orientation des projets d'investissement en fonction des exigences du marché national pour atteindre l'autosuffisance dans plusieurs domaines, notamment l'industrie des pièces détachés automobiles, le mobilier de maison et de bureau, les produits électriques, électroménagers et alimentaires, les industries manufacturières, l'habillement et les industries pharmaceutiques.
Plusieurs secteurs sont présents à cette 32e édition de la Foire de la production algérienne qui se tiendra jusqu'au 28 décembre, laquelle est placée sous le thème «Notre production, pilier de notre souveraineté». Le secteur de l'industrie agroalimentaire et des emballages participe avec 122 exposants, celui de l'énergie, de la chimie et des produits pétrochimiques avec 90 exposants et des services financier avec 74 exposants, tandis que l'artisanat participe avec 70 exposants, suivi des industries mécaniques et de la sidérurgie avec 50 exposants alors que l'espace vente est présent avec 47 exposants.

S. N.

TEBBOUNE A INAUGURÉ LA 32e FPA

Production nationale : réalisations et perspectives

Vitrine de la production nationale, la Foire de la production algérienne (FPA) a ouvert ses portes jeudi dernier, au palais des Expositions de la Safex, avec la participation de plus de 600 entreprises activant dans divers domaines. L'occasion d'évaluer le niveau de la production nationale mais aussi d'afficher les perspectives pour l'avenir.



Le Président lors de l'inauguration de la 32e FPA.

C'est le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a procédé à l'inauguration de cette 32e édition de la FPA, lors de laquelle il a exprimé sa satisfaction quant à la production nationale et a donné des instructions pour aller encore de l'avant. Le Président a ainsi mis en avant les réalisations accomplies, qui consistent notamment à la réduction des importations, rendue possible grâce à la production nationale. Selon lui, la politique prônée par l'Etat ces dernières années, consistant à encourager la production locale, a permis de «réduire la facture des importations de 40 %». Il a souligné la nécessité de ne pas faire de distinction entre les entreprises, publiques et privées, étant donné qu'elles contribuent toutes à la production algérienne.
Le président de la République a, dans ce contexte, insisté sur la nécessité d'améliorer le niveau de vie des citoyens, à travers la production locale, indiquant que l'Algérie n'est pas loin d'atteindre 60 millions d'habitants.

L'INDUSTRIE MILITAIRE, LOCOMOTIVE DE L'INDUSTRIE NATIONALE

Le Président a surtout salué le niveau atteint par l'industrie algérienne, qui a réussi, en quelques années, à fournir des produits de qualité tout en réduisant la facture des importations. La priorité en matière de production était de répondre à la demande locale avant d'envisager l'exportation, a affirmé le Président.
Au niveau du stand du ministère de la Défense nationale, il a indiqué que «l'industrie militaire est un modèle à suivre et une locomotive pour l'industrie nationale». «L'Armée a atteint un niveau dans l'industrie que je souhaite voir égalé par d'autres entreprises», a-t-il ajouté, saluant le taux élevé d'intégration dans l'industrie militaire. Il a cependant insisté sur «l'augmentation du taux d'intégration de l'industrie militaire pour atteindre entre 50 et 60 %».
Un exposé détaillé sur les capacités et les activités des entreprises et départements relevant de l'Armée nationale populaire a été présenté au Président. Il s'agit notamment de l'Etablissement de réalisations industrielles «Seriana» (Batna), l'Etablissement de construction et réparation navales, l'Etablissement de construction aéronautique, l'Entreprise algérienne des textiles industriels et techniques, la Base centrale logistique et le Département de transmissions et systèmes de commandement-contrôle de l'ANP, l'Etablissement de construction mécanique de Khenchela ainsi que le Groupement de promotion de l'industrie mécanique.
S'agissant de l'industrie automobile, le Président a souligné que le partenariat avec l'Afrique du Sud dans le domaine des pièces de rechange est à même de booster ce secteur, d'autant que 70 entreprises algériennes sont actives dans la production de ces pièces.
Au niveau du stand du constructeur automobile Fiat, il s'est enquis de l'évolution de sa production, affirmant que l'Algérie aspirait à développer une industrie automobile, comprenant la sous-traitance dans la pièce détachée. Il a évoqué, dans ce cadre, la possibilité pour les opérateurs économiques d'engager des investissements adaptés aux besoins de la société, en augmentant le taux d'intégration à 50 %.
Des instructions pour commencer à réduire progressivement les importations de plaquettes de frein à compter de 2025 ont été également données par le président de la République dans l'objectif de protéger la production locale. Il a, dans ce sens, signalé le succès d'une entreprise privée algérienne qui couvre le marché national et répond aux besoins de nombreuses entreprises et institutions publiques dans ce domaine.

MATÉRIEL AGRICOLE : TIRER PARTI DES EXPÉRIENCES ÉTRANGÈRES

Pour ce qui est de l'industrie des équipements agricoles, le président de la République a indiqué que l'autorisation octroyée aux agriculteurs pour l'importation de tracteurs d'occasion avait pour objectif de répondre à la demande croissante, appelant l'Entreprise nationale de matériels agricoles et de pêche (ENMAP) à contribuer à l'organisation du marché des tracteurs d'occasion, tout en renforçant sa production.
Le président de la République a, dans ce contexte, mis en avant l'importance de tirer parti des expériences des autres pays en matière de production de matériel agricole mais aussi d'établir des partenariats et de se tourner davantage vers la recherche et le développement, en vue de mettre à disposition un matériel développé à même de répondre aux attentes des agriculteurs, soulignant que cette démarche permettra d'augmenter l'attractivité du secteur agricole pour les étudiants et de moderniser certaines activités agricoles, à l'instar de la récolte des olives. L'importance d'adapter la production aux besoins du marché national plutôt que de se concentrer uniquement sur l'exportation a été soulignée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a évoqué l'enregistrement de 11 000 nouveaux projets auprès de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement. Des projets nécessitent des structures métalliques pour leur réalisation, a indiqué le Président au niveau du stand de la société nationale de sidérurgie.

LES START-UP REPRÉSENTENT L'AVENIR DU PAYS

Un ensemble d'orientations et d'instructions ont aussi été données par le Président. Il s'agit, entre autres, de l'entrée en service du guichet unique, jugée nécessaire, avant janvier 2025, de la généralisation progressive de l'éclairage public à l'énergie solaire à partir de 2025, ainsi que de la nécessité de répondre, en premier lieu, à la demande locale pour envisager l'exportation.
Exprimant sa fierté du succès et de l'engouement qu'a connus la pâte à tartiner El- Mordjane à l'échelle mondiale, le président de la République a salué les progrès enregistrés dans le secteur des start-up, soulignant que, grâce aux jeunes, il est possible de créer «une économie forte, intègre et fondée sur la connaissance».
Des instructions pour ouvrir la voie aux start-uppers, afin qu'ils puissent collaborer avec des partenaires internationaux, ont été ainsi données par le Président.
«Je crois en les start-up car elles représentent l'avenir du pays. Nous avons atteint 9 000 start-up et je m'engage à atteindre 20 000. L'Algérien est créatif et s'impose partout où il va», a affirmé Abdelmadjid Tebboune, invitant les grandes sociétés algériennes à soutenir les start-up en finançant leurs projets et recherches, qui étaient auparavant soutenus financièrement par l'Etat essentiellement. «Le véritable investissement réside dans le savoir», a-t-il assuré.
Le président de la République, qui a donné des orientations s'agissant de la production pharmaceutique et des projets dans le secteur minier, a par ailleurs fait savoir que la mise en service des cinq stations de dessalement d'eau de mer en cours de réalisation se fera à compter du mois de février 2025.

L. A. A.

ALGÉRIE – RUSSIE

Vers la mise en œuvre du partenariat stratégique

Le vice-ministre des Affaires étrangères, représentant spécial du président russe pour le Moyen-Orient et l'Afrique, Mikhaïl Bogdanov, a affirmé, jeudi à Alger, que les relations algéro-russes étaient «bonnes et d'un niveau stratégique», soulignant qu'il a abordé avec le président Tebboune la situation au Sahel et que la Russie poursuivra sa coopération avec l'Algérie dans divers domaines, ainsi que dans le cadre de la mise en œuvre du partenariat stratégique entre les deux pays.

Dans une déclaration au terme de l'audience que lui a accordée le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, M. Bogdanov, qui était accompagné du vice-ministre russe de la Défense, Younous-Bek Evkourov, a souligné que les relations algéro-russes étaient «bonnes et d'un niveau stratégique», assurant que les deux pays «poursuivront leurs rencontres et leurs efforts communs».

Il a, en outre, indiqué avoir transmis au président de la République les salutations de son homologue russe, Vladimir Poutine, ajoutant que la rencontre avait permis d'»aborder la situation au Sahel» et de «procéder à un échange de vues». Le représentant spécial du président russe a, en outre, remercié le président de la République pour cette opportunité qui a permis de discuter de «divers sujets», soulignant la volonté de son pays de poursuivre la coopération avec l'Algérie.

A l'occasion de cette visite, s'est tenue également la quatrième session des consultations algéro-russes, sous la présidence du secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Lounès Magramane, et de Mikhaïl Bogdanov.

«Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Déclaration de partenariat stratégique approfondi, signée à l'occasion de la visite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en Russie en juin 2023», a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères.



Mikhail Bogdanov reçu par Ahmed Attaf.

Ainsi, poursuivant les concertations et le dialogue politique bilatéraux, les deux parties ont examiné l'évolution des relations bilatérales qui unissent les deux pays ainsi que les moyens de les renforcer dans divers domaines de coopération.

Selon le même communiqué, les consultations politiques ont également permis «des discussions approfondies sur de nombreuses questions régionales et internationales d'intérêt commun». Un accent particulier a été mis sur la mise en œuvre de la Déclaration de partenariat stratégique approfondi signée entre les deux pays. Au-delà des dossiers concernant les relations bilatérales et la coopération économique et commerciale, les enjeux régionaux et internationaux ont été au cœur des consultations de cette session.

Les échanges ont permis d'aborder en profondeur plusieurs questions qui secouent l'actualité mondiale et qui menacent grandement la paix et la sécurité. Parmi ces dossiers, la question palestinienne et la situation au Moyen-Orient, notamment après les récents développements en Syrie, au Liban et dans la bande de Gaza. Il a été question également des tensions actuelles au Sahel, comme l'a indiqué le représentant du président russe, Vladimir Poutine, à la fin de son audience avec le chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune.

Cette quatrième session a offert l'opportunité aux deux parties d'échanger leurs points de vue sur les enjeux géopolitiques actuels et de renforcer leur coordination sur la scène internationale, notamment au Conseil de sécurité de l'ONU, où d'autres batailles diplomatiques sont attendues sur de nombreux dossiers en suspens, comme celui du Sahara occidental et de la guerre civile qui sévit actuellement au Soudan.

Cette quatrième session des consultations politiques témoigne de la volonté commune de l'Algérie et de la Russie de consolider ce partenariat stratégique.

Il convient de souligner que les deux pays ont réaffirmé leur engagement à approfondir leur coopération dans divers secteurs, notamment économique, commercial, culturel et sécuritaire.

Cette quatrième session des consultations s'inscrit dans une dynamique positive des relations algéro-russes, marquée par une intensification des échanges diplomatiques ces dernières années, notamment depuis la visite du président Tebboune en Russie.

Hachemi B.

BENDJAMA AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU :

«L'IA doit servir la paix»

Lors d'une intervention devant le Conseil de sécurité des Nations Unies à New York, le représentant permanent de l'Algérie, Amar Bendjama, a souligné l'importance d'un cadre international strict pour prévenir le mauvais usage de l'intelligence artificielle (IA) dans le domaine militaire, tout en respectant le droit international et humanitaire. Il a appelé à l'établissement d'une régulation claire pour éviter que l'IA soit utilisée à des fins contraires aux principes de la Charte des Nations Unies.

«Il est grand temps de mettre en place un cadre contraignant pour prévenir le mauvais usage de l'IA militaire, qui pourrait violer le droit international et le droit humanitaire», a affirmé le diplomate lors de son intervention dans le cadre du briefing de haut niveau sur l'IA, axé sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il a insisté sur le fait que l'IA doit être utilisée dans le respect des normes internationales pour assurer la paix et la sécurité mondiales.

Bendjama a mis en avant la vision de l'Algérie et de l'Afrique pour une utilisation de l'IA bénéfique à la paix et au développement. «À travers l'adoption, cette année, d'une convention internationale globale sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et de la communication à des fins criminelles, sous la direction de l'Algérie, ce qui prouve que l'action multilatérale, bien que complexe, est non seulement possible mais indispensable. Le choix qui s'offre à nous ne peut être partial : nous pouvons laisser l'IA creuser les inégalités et les crises sécuritaires, ou, plutôt en tirer parti pour la paix, la sécurité et le développement de tous les pays», a-t-il souligné.

L'Algérie propose cinq mesures essentielles pour garantir une utilisation responsable de l'IA. Parmi celles-ci, la création de mécanismes périodiques pour l'expertise sécuritaire en IA, l'établissement d'un cadre mondial d'IA responsable, et le lancement de programmes de renforcement des capacités pour les pays en développement. «La connaissance est une condition de survie pour les nations dans cette ère numérique», a-t-il rappelé.

Il a également évoqué les potentialités de l'IA pour prédire des conflits, renforcer les efforts de maintien de la paix et améliorer les réponses humanitaires. L'Algérie a abordé les défis par des initiatives stratégiques, telles que sa stratégie nationale de recherche et d'innovation relative à l'IA 2020-2030. Cette stratégie vise à développer une IA responsable et à soutenir les pays africains dans le respect des exigences sécuritaires. En outre, la 3e Conférence africaine des start-ups, organisée début décembre en Algérie, a été un autre exemple concret de l'engagement du pays à promouvoir des systèmes d'IA respectant les besoins des peuples tout en garantissant la sécurité.

Dans un monde où l'IA devient un enjeu stratégique, l'Algérie plaide pour une coopération internationale renforcée afin de garantir que les technologies émergentes servent l'intérêt général. Enfin, l'Algérie insiste sur la nécessité d'un cadre de régulation global et contraignant pour l'utilisation de l'IA militaire. Pour Bendjama, l'action multilatérale est non seulement possible mais essentielle pour éviter que l'IA ne devienne un facteur de division et de conflit. Il a conclu par rappeler «le choix qui s'offre à nous est clair : nous pouvons utiliser l'IA pour creuser les inégalités et exacerber les crises, ou l'exploiter pour la paix, la sécurité et le développement de tous les pays».

Meriem Djouder



COLLECTIVITÉS LOCALES

L'Algérie, un modèle pour l'Afrique

LORS de la réunion ministérielle de l'Union africaine, qui s'est tenue hier en Tunisie, l'Algérie a réaffirmé son rôle de leader régional. A travers des réformes profondes et une vision ambitieuse, elle s'est engagée à moderniser ses collectivités locales tout en partageant son expertise pour renforcer la coopération africaine. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère de l'Intérieur.

Lors de son intervention aux travaux de la 5e session ordinaire du Comité technique spécialisé (CTS) de l'UA sur la fonction publique, les collectivités locales, le développement urbain et la décentralisation, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a mis en avant les efforts constants de l'Algérie en matière de coopération africaine et de réformes locales. Le ministre a réitéré l'engagement de l'Algérie à soutenir activement cette nouvelle phase. Sous la tutelle du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, l'Algérie a amorcé une série de réformes ambitieuses visant à transformer ses collectivités locales en véritables moteurs de développement. «Ces réformes incluent la réduction des disparités régionales, notamment à travers des programmes de développement ciblant les zones d'ombre, ainsi que la création de nouvelles wilayas pour rapprocher les centres de décision des citoyens. Parallèlement, le pays a entrepris une révision des lois régissant les collectivités locales afin de renforcer la décentralisation, la démocratie participative et l'autonomie économique des territoires», a souligné le ministre.

Le premier responsable du secteur a également évoqué les efforts de modernisation des services publics dans le pays. Une stratégie nationale, axée sur la numérisation et l'amélioration des infrastructures, a été mise en place. «Cette initiative vise à simplifier l'accès aux services pour les citoyens tout en renforçant l'efficacité des institutions. Par ailleurs, le secteur du logement demeure une priorité, avec plus de 1,5 million de logements distribués en seulement quatre ans, ce qui témoigne des efforts colossaux pour répondre aux besoins des populations», a précisé le communiqué.

Sur le plan continental, l'Algérie continue de jouer un rôle de premier plan, en partageant son expertise avec les autres pays africains. M. Merad a réaffirmé la disponibilité de son pays à contribuer activement à la réussite des initiatives de l'Union africaine et à soutenir les projets visant à améliorer les conditions de vie des populations africaines. Cette approche, fondée sur la solidarité et la coopération, reflète la volonté de l'Algérie de renforcer les liens entre les nations du continent et de promouvoir un développement inclusif et durable.

M. D.



DÉTOURNEMENT DES TERRES AGRICOLES

Les mises en garde de Cherfa

LE MINISTRE de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, a affirmé, jeudi à Alger, que son secteur veillait à garantir la pérennité des exploitations agricoles à travers une exploitation optimale. Il a, dans ce sens, mis en garde contre toute constatation d'abus ou de détournement de la vocation agricole des terres par des investisseurs, ainsi que tout manquement à leurs engagements contractuels, précisant que cela les exposera à une résiliation du contrat de concession par voie administrative, après une mise en demeure. Lors d'une plénière consacrée aux questions orales au Conseil de la nation, M. Cherfa a indiqué que l'Office national des terres agricoles (ONTA) a constaté et enregistré 42 265 infractions et manquements aux engagements au niveau de 20 603 exploitations agricoles individuelles et collectives à l'échelle nationale, commis par 11 280 investisseurs bénéficiaires de concessions, sur la période allant de 2012 au 30 novembre 2024. Parmi ces infractions figure 4 899 cas liés à des constructions illégales, des changements de vocation agricole des terres et une non-exploitation effective des terrains. Le ministère a entamé des procédures légales à l'encontre des contrevenants en émettant 10 349 mises en demeure, tandis que 2 502 dossiers ont été transférés aux services des Domaines de l'Etat pour lancer les démarches de résiliation des contrats de concession, selon M. Cherfa. Concernant le désengagement des investisseurs agricoles âgés, incapables d'exploiter leurs terres agricoles, le ministre a rappelé que la loi leur permettait de céder leur droit de concession aux ayants droit. Dans ce cadre, il a signalé 1 946 cas enregistrés, dont 1 830 dossiers transférés aux services des Domaines de l'Etat pour établir des contrats de concession en faveur des nouveaux exploitants. Le ministre a rappelé les instructions données par le président de la République à l'occasion du 50e anniversaire de la création de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA) portant sur la régularisation du foncier agricole avant la fin 2025, citant l'installation, le 9 décembre 2024, de la commission nationale de régularisation du foncier agricole pour la régularisation du foncier agricole et la récupération des terres non exploitées et leur octroi aux exploitants réels. Concernant la préservation du cheptel et la garantie de la couverture sanitaire nécessaire à sa protection contre les pandémies, M. Cherfa a souligné que l'Etat interdisait le transfert de tout le cheptel local du grand Sud aux autres wilayas dans le cadre de la généralisation du système de veille pandémique et de contrôle sanitaire vétérinaire organisé, conformément à la législation et au règlement en vigueur au niveau national, notamment dans les wilayas du Sud.

M. B.

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

La lenteur administrative un frein majeur

L'Algérie, consciente des enjeux liés à la digitalisation, a entamé un processus de numérisation dans de nombreux secteurs, qu'il s'agisse de l'administration publique, de l'économie ou de la société ans son ensemble. Cependant, malgré les progrès réalisés, des obstacles persistent, notamment en ce qui concerne la lenteur administrative et les coûts associés à cette transformation. Selon l'expert en transformation digitale et cybersécurité, Djalal Bouabdallah, ces freins sont des défis majeurs qu'il faut surmonter pour réussir pleinement la transition numérique.

Plusieurs initiatives ont été lancées pour amorcer la transition numérique. «Des progrès ont été réalisés, notamment avec l'interconnexion des agences via le réseau intranet One, qui a permis d'interconnecter plus de 500 agences», a souligné, avant-hier, Bouabdallah sur les ondes de la radio nationale. Cependant, malgré ces avancées, il estime qu'il est impératif de rattraper rapidement le retard pour ne pas rester à la traîne. «L'évolution rapide de la technologie et les initiatives numériques mises en place par d'autres pays rendent importantes les actions immédiates», a-t-il ajouté.

Selon l'expert, pour réussir cette transformation, trois éléments clés sont indispensables : l'investissement dans les technologies et l'infrastructure adéquates, la mise en place d'une véritable culture d'innovation, et l'optimisation des processus. «Nous devons investir dans des infrastructures modernes et adaptées pour soutenir la numérisation. Cela passe par la modernisation des équipements et la mise en place de processus optimisés», a affirmé Bouabdallah.

Il a également souligné les difficultés administratives qui ralentissent l'implémentation des nouvelles technologies, notamment dans des secteurs comme le cloud computing. «L'obtention des autorisations nécessaires peut prendre plus d'un an, ce qui freine considérablement l'innovation», explique-t-il. Il insiste également sur le fait que la question des équipements devient de plus en plus complexe, les délais d'importation étant longs, et les équipements arrivent souvent obsolètes. «L'Algérie doit développer ses propres solutions locales, notamment en matière de cloud computing. Si les entreprises n'ont pas de solutions d'hébergement locales compétitives, elles se tourneront vers des fournisseurs étrangers, ce qui entraînera une perte de souveraineté numérique», a averti Bouabdallah. Il a déclaré que l'Algérie ne peut pas se permettre de dépendre exclusivement des technologies étrangères dans un secteur aussi stratégique.



Les défis de la transition numérique.

«Sans une infrastructure cloud locale, il sera difficile de garantir notre indépendance numérique», ajoute-t-il.

L'ALGÉRIE DOIT SE DOTER DE SES PROPRES SOLUTIONS D'IA

Bouabdallah plaide pour un soutien accru aux start-ups, car selon lui, «l'innovation doit être soutenue par des mécanismes de financement adaptés. Nous avons une dynamique intéressante de start-up en Algérie, mais il est nécessaire de les accompagner davantage pour qu'elles puissent se pérenniser et se développer. L'expert pense que «Le secteur privé doit commencer à investir dans les start-ups, notamment dans le domaine numérique. L'innovation ne doit pas dépendre uniquement de l'investissement public».

L'intelligence artificielle (IA) est aujourd'hui une technologie incontournable dans la transformation numérique. «Si nous voulons réussir notre transformation numérique, nous devons investir massivement dans l'IA», a souligné Bouabdallah. Cependant, il insiste sur la nécessité de développer une IA souveraine. «L'Algérie doit se doter de ses propres solutions d'IA. Nous ne pouvons pas nous contenter d'utiliser des technologies étrangères», a-t-il dit. L'Algérie dispose d'un potentiel humain important, notamment dans le domaine de l'IA. Cependant, Bouabdallah rappelle qu'il est essentiel de mettre en place des conditions attractives pour retenir ces talents dans le pays. «»Outre l'aspect salarial important, un écosystème complet est nécessaire pour retenir les talents : conditions de travail, possibilités d'évolution, infrastructures adéquates pour travailler et tester des solutions», explique-t-il. Pour Bouabdallah, la transformation numérique est un levier clé pour le développement économique de l'Algérie. «L'exemple de la Chine est frappant : chaque dollar investi dans l'économie numérique rapporte 25 dollars au PIB national. C'est un modèle à suivre», conclut-il.

Meriem Djouder

APPEL D'OFFRES ALGERIA BID ROUND 2024

Vingt entreprises internationales préqualifiées

LE MINISTRE d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, a annoncé, jeudi, l'ouverture des Data Rooms au profit de 20 entreprises internationales préqualifiées, dans le cadre de l'appel d'offre international Algeria Bid Round 2024 pour l'investissement dans le pétrole et le gaz, lancé par l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT).

Arkab est intervenu lors d'une visite effectuée au siège de l'Agence à Alger, en présence du PDG de Sonatrach et du président d'ALNAFT, dans le but de s'enquérir du déroulement des opérations de l'appel d'offre officiellement lancé le 14 octobre dernier à Oran, dans le cadre du suivi continu du développement du secteur énergétique, notamment les hydrocarbures, selon un communiqué du ministère. M. Arkab a souligné que «l'Agence met à la disposition des entreprises préqualifiées ayant signé un accord de confidentialité toutes les informations relatives à cette opération via l'ouverture exclusive des Data rooms permettant aux entreprises d'accéder à des données techniques détaillées.

Les sessions de présentation se poursuivront jusqu'au 1er avril 2025, offrant aux entreprises le temps d'analyser les informations avant la date limite de soumission des offres fixée au 15 avril 2025.

Les six zones d'exploration proposées sont EL M'zaid El Kebir dans les wilayas de Ouargla, Ghardaïa et El Ménéa, Ahara (d'Illizi), Reggane (Adrar), Zerafa (Adrar et In Salah), Toual (Ouargla et Illizi) et Guern EL Guessa (Béchar, Béni Abbès, El Bayadh et Timimoun). Ces opérations se font via des plateformes physiques ou virtuelles pour garantir une transparence maximale et de fournir aux entreprises les informations nécessaires pour évaluer le potentiel économique et technique des zones proposées. Arkab a souligné que ces zones, de même que les conditions contractuelles, notamment fiscales «sont très motivantes et permettent à Sonatrach et aux partenaires de faire aboutir ce types de projets vitaux». Il a réitéré son appel aux entreprises énergétiques mondiales et aux investisseurs intéressés à explorer ces opportunités offertes et à contribuer à l'approvisionnement des marchés énergétiques, voire de bénéficier des hautes compétences et de la position stratégique du pays, proche des marchés européens.

Les données fournies sur les zones renferment des rapports et analyses géologiques et géophysiques approfondies. A titre d'exemple, la zone El M'zaid El Kebir, située stratégiquement entre les champs gaziers de Hassi R'Mel et pétroliers de Hassi Messaoud, s'étend sur une superficie de plus de 12 700 km². Son attractivité en termes d'investissement est renforcée par l'infrastructure existante, comme les installations de traitement du pétrole et du gaz associé, ainsi que les réseaux d'exportation. Ces projets permettront à l'Algérie de renforcer ses capacités de renouvellement des réserves et d'augmenter sa production à court et moyen terme, ce qui permettra de renforcer son rôle important dans l'approvisionnement des marchés énergétiques mondiaux. Cet appel d'offre confirme l'engagement de l'Algérie à renforcer la transparence et à attirer des investissements internationaux pour optimiser l'exploitation de ses ressources énergétiques.

Hamid B.

MARCHÉ DE L'EMPLOI

Bentaleb relève la problématique des CDD

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a fait état de la situation de l'emploi en Algérie, en réponse aux questions orales, jeudi, au Conseil de la nation. Il a détaillé les chiffres actuels concernant le chômage et les opportunités d'emploi dans le pays, tout en soulignant que la prédominance des CDD soulève des préoccupations.

L'occasion pour lui de rappeler les efforts continus de l'Etat pour lutter contre le chômage et améliorer la qualité de l'emploi bien que des défis importants subsistent, notamment concernant la nature des contrats proposés. Le ministre a révélé que, depuis le début de l'année 2024, 2764 814 nouveaux demandeurs d'emploi ont été enregistrés. Ce chiffre témoigne d'une pression constante sur le marché du travail, où la majorité des demandeurs bénéficient de l'allocation chômage. Parmi ces nouveaux inscrits, 763 338 personnes ont déjà eu une expérience professionnelle et 9 368 occupent actuellement un poste.

Cependant, un des points importants soulevés par M. Bentaleb concerne la durée des contrats proposés sur le marché de l'emploi. Selon lui, une grande majorité des offres enregistrées par les entreprises sont des contrats à durée déterminée (CDD). Plus précisément, 96 258 offres d'emploi dans le secteur public et 362 395 dans le secteur privé ont été comptabilisées cette année, avec un taux impressionnant de 99 % d'offres à durée déterminée. Cette prédominance des CDD soulève des préoccupations quant à la stabilité de l'emploi et la sécurisation des carrières des travailleurs.

Le ministre a expliqué que cette situation est en partie due aux exigences du marché et aux modèles de gestion des entreprises, notamment dans des secteurs en constante évolution



Le ministre du Travail, Fayçal Bentaleb.

ou avec une incertitude sur la durée des besoins de main-d'œuvre. Toutefois, il a insisté sur la mise en place d'un système plus transparent et plus équitable pour les demandeurs d'emploi, afin de garantir l'égalité des chances.

Pour pallier cette situation et améliorer l'accompagnement des demandeurs d'emploi, l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) a mis en place un système informatique appelé «Wasit».

Ce dernier permet de mieux orienter les demandeurs d'emploi en fonction des critères spécifiques des entreprises offrant des postes.

A travers cette plate-forme, les candidats peuvent non seulement connaître les opportunités disponibles mais aussi être informés des avantages et des droits associés à chaque offre d'emploi avant de l'accepter. Ce dispositif vise à créer une plus grande transparence et à garantir un meilleur ajustement entre l'offre et la demande de travail.

Dans un autre registre, le ministre a également évoqué les efforts de l'Etat pour générer de nouveaux emplois par le biais de grands projets stratégiques.

Selon le ministre, depuis 2020, l'Etat déploie d'importants efforts pour réaliser un saut développemental à travers des initiatives structurantes, telles que le projet de la mine de Gara Djebilet à Tindouf, le projet de phosphate à l'est du pays ainsi que le projet du barrage vert, visant à lutter contre la désertification et à améliorer la qualité environnementale du pays.

Ces projets, entre autres, devraient permettre de créer des centaines de milliers d'emplois directs et indirects dans des régions particulièrement touchées par le chômage, comme le sud et l'ouest du pays. Un exemple concret de ce type d'initiative est le projet «Bledna» à Adrar, qui se veut un levier important pour le développement agricole dans le Sud algérien. L'objectif de ce projet est de promouvoir une agriculture durable tout en offrant des opportunités d'emploi aux populations locales.

Outre ces grands projets dans les secteurs stratégiques, comme les hydrocarbures et les industries pétrochimiques, l'Etat mise également sur des investissements dans le secteur agricole, en particulier dans le Sud, où des projets de grande envergure sont en cours pour développer une agriculture de masse.

Ces projets devraient non seulement répondre aux besoins alimentaires internes mais aussi avoir un impact important sur l'emploi en générant des milliers de postes dans la production agricole, la transformation et la logistique.

Sihem Bounabi

RADIOTHÉRAPIE POUR LES ENFANTS CANCÉREUX

Vers une convention CNAS-cliniques privées

LA MISE en place d'un cadre réglementaire pour la prise en charge de la radiothérapie des enfants cancéreux dans les cliniques privées, en partenariat avec la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), a d'ores et déjà été entamée, et ce en application des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a fait de la santé publique une priorité nationale. C'est ce qu'a annoncé Fayçal Bentaleb, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Lors d'une séance plénière au Conseil de la nation, consacré aux questions orales, M. Bentaleb a précisé, jeudi dernier, que ce cadre réglementaire pour la convention entre la CNAS et les cliniques privées, permettant l'accès à des soins de radiothérapie pour les enfants cancéreux, vise à combler les lacunes existantes dans le système de santé, où les infrastructures publiques ne peuvent, à elles seules répondre, à la demande croissante de soins spécialisés pour les enfants atteints de cancers.

Ainsi, l'objectif est de permettre aux cliniques privées de participer activement à la prise en charge des enfants cancéreux en s'associant à la CNAS en vue d'offrir des services de radiothérapie de qualité, et ce dans le respect des normes médicales et des standards internationaux. Cette initiative devrait permettre de désengorger les établissements publics, tout en garantissant à chaque patient un accès à des soins de qualité.

Selon le ministre, ce projet s'inscrit dans une volonté de l'Etat de compléter le système de santé public par des solutions supplémentaires issues du secteur privé, offrant ainsi une prise en charge plus rapide et plus accessible des malades.

En outre, il a également révélé que la contribution de la sécurité sociale pour la prise en charge des patients atteints de cancer a atteint 132 milliards de dinars en 2024. Pour 2025, la contribution est estimée à 150 milliards de dinars, ce qui montre la volonté de l'Etat d'accroître ses efforts pour lutter contre le cancer et améliorer la qualité des soins.

M. Bentaleb a également soutenu que la santé et la protection sociale occupent une place prépondérante dans les priorités de l'Etat, avec un engagement à fournir les soins nécessaires aux patients atteints de maladies chroniques, telles que le cancer, et à leur garantir l'accès à des traitements avancés et à un soutien social.

S. B.



EXTENSION DU PORT D'ARZEW

Un coût de 45 milliards de dinars

LE COÛT du projet d'extension du port d'Arzew est estimé à 45 milliards de dinars, il constitue un axe stratégique pour le développement économique de l'ouest du pays. Deuxième plus grand port d'Algérie après celui de Djen Djen, ce projet vise à moderniser et augmenter la capacité d'accueil du port, stimulant ainsi les échanges commerciaux et l'activité industrielle.

Le wali d'Oran, Samir Chibani, qui a inspecté, hier, l'avancement de ce projet, souligne son rôle essentiel dans l'amélioration des infrastructures et la compétitivité de la région. Il a également visité un autre projet important dans la commune de Sidi Benyebka, située à 30 km à l'est d'Oran, il s'agit d'un complexe sportif de proximité, qui devrait être livré en janvier 2025. Il a souligné que ces nouvelles installations sportives offriront de réelles opportunités aux jeunes de la région, tout en insistant sur la nécessité d'en faire un usage optimal, selon un programme adapté aux attentes des habitants.

Dans la même commune, Samir Chibani a inspecté le projet d'une école primaire, financée par un particulier, qui comprendra 12 classes et sera prête pour la rentrée scolaire prochaine. En matière de logement, le wali a visité à Arzew le projet de 390 logements destinés à la relocalisation des résidants des immeubles Mostefa Ben Boulaïd. Il a précisé que le dossier est désormais entre les mains des autorités locales et de l'OPGI, bien qu'il subsiste quelques obstacles administratifs, il a exprimé l'espoir que les bénéficiaires pourront emménager dans ces nouvelles habitations avant le mois de Ramadhan.

Concernant le secteur de la santé, le wali a visité le projet d'un service d'urgence de 56 lits à l'hôpital Dr Mohamed Seghir Nekkache, situé dans la commune d'El Mohgoun, à 39 km d'Oran. Après plusieurs années de stagnation, les travaux ont enfin démarré, et Samir Chibani a insisté sur la nécessité de respecter les délais contractuels pour livrer cette extension en mars 2025. Il a souligné l'importance de ce projet, qui viendra compléter les 240 lits déjà existants à l'hôpital.

Le wali a rappelé qu'Oran dispose de nombreuses structures de santé de qualité, ce qui en fait probablement le premier pôle de santé du pays, en termes de qualité des soins et de nombre de professionnels médicaux.

M. Chibani a affirmé que les autorités locales œuvrent à alléger les préoccupations des citoyens dans les domaines essentiels, tels que le sport, la santé, l'éducation et autres.

Il a également précisé que tous les projets en cours dans les communes feront l'objet d'un suivi rigoureux afin de garantir le bien-être des citoyens et le bon usage des fonds publics.

D'Oran, Brahim Mazi

Ecart croissant entre la cotation du dinar officiel et du marché noir , inflation et urgence de la réforme du fondement de l'éco-système, le système financier

Professeur des universités, docteur d'Etat 1974-expert international Dr Abderrahmane Mebtoul expert comptable de l'institut supérieur de gestion de Lille France, directeur général des études économiques et haut magistrat-premier conseiller à la Cour des comptes 1980/1983



Cette présente contribution est une synthèse de l'interview donnée à la télévision Altrnav TV -Montréal Canada le 18 décembre 2024 de 21h à 22h30 , sur un sujet très complexe. L'appréciation du dinar algérien et l'atténuation de la distorsion croissante entre le cours sur le marché parallèle et le cours sur le marché officiel implique un accroissement de la production et de la productivité , la monnaie étant le cœur qui permet d'analyser la situation et les perspectives de l'économie algérienne en quatre parties interdépendantes/ 1.-l'évolution historique du taux de change sur le marché officiel entre 1970 et décembre 2024 -2.-les six raisons de la faiblesse de la cotation officielle du dinar et de l'écart avec le marché parallèle -3.-les six principaux raisons du processus inflationniste -4.-les axes directeurs pour l'amélioration de la cotation du dinar de profondes réformes structurelles.

1.-L'ÉVOLUTION HISTORIQUE DU TAUX DE CHANGE SUR LE MARCHÉ OFFICIEL ENTRE 1970 ET DÉCEMBRE 2024

Nous devons préciser qu'entre 1970 à 1993/1994 , accord avec le FMI suite à la cessation de paiement, la cotation est une cotation administrative ne reflétant pas la valeur réelle du dinar et donc une analyse de l'évolution de la valeur du dinar algérien relativement fiable devrait partir à compter de 1993/1994, Jusqu'en 1970, le dinar était équivalent à plus ou moins 1 franc français , ce qui donnait pour 1 dollar américain un cours de 4,94 DZD. En 1973, il passe à 4,19 DZD pour 1 dollar. Depuis 1974, avec les accords de Bretton Woods la valeur du dinar a été fixée suivant l'évolution d'un panier regroupant les 14 principales monnaies mondiales et à la suite du contre choc pétrolier du fait de la détérioration du solde de la balance des paiements. Entre 1986 et 1990, nous avons assisté à une dépréciation du cours par rapport au dollar américain, qui passe de 4,82 DZD à 12,191 DZD, soit pour le dollar une hausse locale de 153 %.avec une seconde dévaluation en 1991 de l'ordre de 22 % et le 10 avril 1994, une nouvelle dévaluation de 40,17 %, agréée par le FMI , dans le but de stabiliser les comptes extérieurs et d'enrayer la chute du dinar. Par la suite, la dérive à la baisse du dinar algérien s'est poursuivie et de 1986 à 2002, le cours du dinar a été déprécié de 1 558 %. Le taux de change officiel du dinar algérien a évolué comme suit : en 1970, 1 dollar équivalait à 4,94 dinars, en 1980, à 5,03 dinars 1 dollar ; en 1990 7,86 dinar un dollar ; en 1995 44,61 dinars ; en 2001, le taux était de 77,26 dinars pour 1 dollar et de 69,20 dinars pour 1 euro ; en 2005, le taux s'élevait à 73,36 dinars pour 1 dollar et à 91,32 dinars pour 1 euro ; en 2010, on observait un taux de 74,31 dinars pour 1 dollar et de 103,49 dinars pour 1 euro ; en 2015, 100,46 dinars pour 1 dollar et 111,44 dinars pour 1 euro ; en 2022, le taux officiel était de 140,24 dinars pour 1 dollar et de 139,30 dinars pour 1 euro ; le 15 septembre 2024 1 euro se cote à 147,2087 dinars et 1 dollar à 132,4177 dinars et du 15 décembre au 21 décembre 2024 le dollar est coté à l'achat 132,91 dinars un dollar, à la vente 139,60 dinars et l'euro 139,86 à l'achat et 146,92 à la vente.

Sur le marché parallèle de devises , durant l'année 2011, il avait atteint une moyenne de 135 dinars 1 euro, le 8 octobre 2022, la cotation est de 209 dinars 1 euro . Le 22 septembre 2022, l'euro s'échangeait à 227 dinars à l'achat et 229 dinars à la vente, le dollar américain à 210 dinars à l'achat et 212 dinars soit un écart entre l'officiel et le parallèle de près de 57%. Le 12 mars 2024, la monnaie continue sa dépréciation et un euro s'échange à 241,5 dinars vente au niveau du Square Port Saïd à Alger et un dollar à 223 dinars. Entre les 18/20 septembre 2024, l'euro s'échange à 146.79 dinars algériens à l'achat et à 146.82 dinars à la vente et le 24 septembre 2024 un nouveau record historique, pour 100 euros à l'achat , la cotation est de 24.900 dinars, . Le 18 décembre, sur le marché parallèle, l'euro s'échange à 257 dinars à l'achat et 258 dinars à la vente et le dollar américain se stabilise autour de 242 dinars à l'achat et 245 dinars à la vente, une baisse très faible d'environ 0,99% et non pas un effondrement comme l'annonce avec euphorie une certaine presse, et ce après avoir franchi la barre de 260 dinars. Ainsi , l'écart avec le marché officiel de 30% vers les années 2000 à 40% 2010, .à 60% en 2020 et à plus de 80% en décembre 2024. La croissance de la sphère informelle est corroborée par plusieurs rapports de février 2024 de la Banque d'Algérie relatifs aux tendances monétaires et financières. Durant des 9 premiers mois de l'année 2023, où les montants d'argent qui circulent en dehors du circuit bancaire ont atteint 8026,19 milliards de dinars, soit au cours de 134 dinars un dollar, cours officiel de la banque d'Algérie, 59,89 milliards de dollars contre 55,17 milliards de dollars enregistrés à fin décembre 2022. Pour le rapport de novembre 2024, le montant de la sphère informelle représente environ 8 273 milliards de dinars sur un total de 24330 milliards de dinars en circulation, soit au même cours pour une comparaison correcte de 134 dinars un dollar , un montant de 61,73 milliards de dollars sur un total de 181,56 milliards de dollars soit 33,99% .Cependant ce montant devrait être éclaté devant distinguer le montant détenu par certains ménages à titre de précaution, du montant détenu par les grosses fortunes à des fins de spéculation. Selon le rapport de la Banque d'Algérie , moins de 20 % des transactions financières dans le pays sont effectuées via des moyens électroniques, montrant qu'il reste un long chemin à parcourir pour la digitalisation des paiements. Le rapport montre que cette extension de la sphère informelle a d'une part un impact négatif sur les recettes fiscales, avec une perte d' environ un tiers de la TVA potentielle et une part importante de l'impôt sur le revenu et d'autre part contribue à la dépréciation continue du dinar sur le marché parallèle.

2.- LES SIX RAISONS DE LA FAIBLESSE DE LA COTATION OFFICIELLE DU DINAR ET DE L'ÉCART AVEC LE MARCHÉ PARALLÈLE

Le montant mis sur le marché provient des retraites versées à l'étranger mais en nette diminution du fait des décès, de touristes mais une modeste somme préférant convertir le plus grand montant leur sur le marché parallèle, mais le montant le plus important provient des surfacturations à travers les importations de biens et services (1200 milliards de dollars entre 2020/2023 et pour 10% donnerait 120 milliards de dollars et pour 15% de surfacturation donnerait 180 milliards de dollars soit une moyenne annuelle variant entre 5,20 et 7,80 milliards de dollars cette sphère, trouvant en face des acheteurs du fait du montant important en dinars au niveau de la sphère informelle. Il suffit de visiter les grandes places financières informelles du pays, de l'Est à l'Ouest , du centre au Sud pour constater que l'on peut lever des millions d'euros assistant à des transferts comme un vase communicant.

-premièrement, le niveau de la croissance économique et donc le niveau de production et de productivité

.-deuxièmement, la demande de devises sur le marché parallèle est stimulée par les besoins des citoyens, que ce soit pour les voyages, les soins médicaux à l'étranger, ou le pèlerinage, en raison de l'allocation de devises très faible accordée par l'État (environ 100 euros).. Cela est accentué par les pénuries amplifiant le commerce dit du « cabas » que l'on ne combat pas par des mesures administratives.

-troisièmement les agences de voyages qui, à défaut de bénéficier du droit au change, recourent, aux devises du marché noir étant importateurs de services. Majoritairement, elles exportent des devises au lieu d'en importer comme le voudrait la logique touristique

- quatrièmement, certaines grosses fortunes utilisent le marché parallèle pour le transfert de devises, puisque chaque Algérien et étranger a droit par voyage à 1000 euros non déclarés, certains utilisant leurs employés pour augmenter le montant

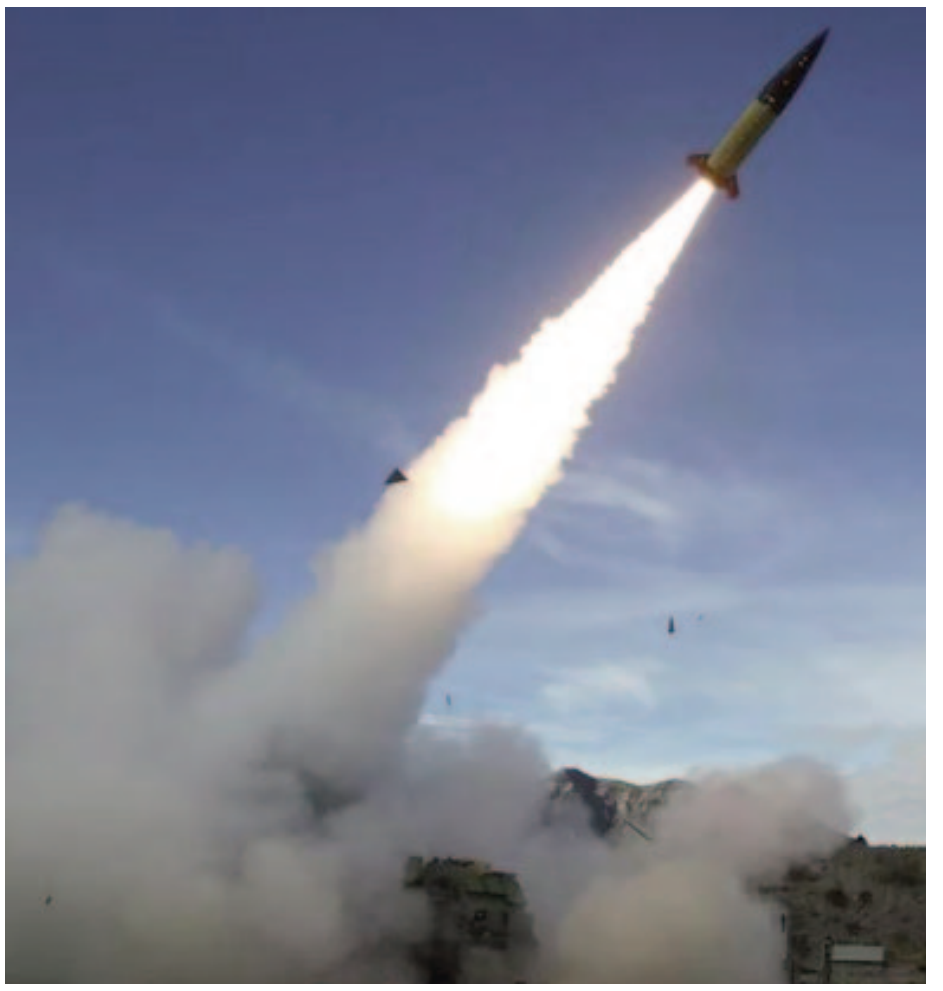
-cinquièmement, pour se prémunir contre l'inflation, et donc la détérioration du dinar algérien accentue la déthésaurisation des ménages qui mettent face à la détérioration de leur pouvoir d'achat, des montants importants sur le marché, alimentant l'inflation, plaçant leur capital-argent dans l'immobilier, achètent des biens durables à forte demande comme les pièces détachées, facilement stockables ,l'achat d'or ou de devises fortes .

A suivre

DES MISSILES ATACMS ET STORM SHADOW TIRÉS CONTRE UNE USINE À ROSTOV

La Défense russe promet une réponse

Le 18 décembre 2024, l'armée ukrainienne a ciblé l'usine Kamensky dans la région de Rostov avec des missiles ATACMS et Storm Shadow, a annoncé le ministère russe de la Défense.



Neuf des dix missiles auraient été interceptés, mais des dégâts ont été signalés. Moscou a promis une réponse. Le ministère russe de la Défense a annoncé que la veille l'armée ukrainienne avait mené une attaque contre le site de production Kamensky dans la région de Rostov. Selon le communiqué publié sur la chaîne Telegram du ministère, «six missiles balistiques ATACMS de fabrication américaine et quatre missiles de croisière Storm Shadow britanniques ont été utilisés». Les systèmes de défense antiaérienne russes, notamment des S-400, Buk-M3 et Pantsir, seraient parvenus à abattre «tous les missiles ATACMS et trois des quatre missiles Storm Shadow». «Un missile de croisière a été détourné de la cible de l'attaque. À la suite de sa chute, une structure technique située sur le territoire de l'usine a été endommagé», a précisé le ministère. L'usine Kamensky, fondée en 1939, est un pilier industriel de la région de Rostov. Elle fabrique divers produits chimiques à usage civil et militaire. En janvier 2023, elle avait été intégrée au conglomérat Rostec. Le ministère a souligné que «ces actions du régime de Kiev, soutenues par les occidentaux, ne resteront pas sans réponse». Le 11 décembre dernier, la Défense russe avait signalé une attaque similaire, contre un aérodrome militaire de la même région, promettant également une «réponse». Deux jours plus tard, ce même ministère annonçait une «frappe massive» contre les infrastructures énergétiques ukrainiennes. Des mises en garde ignorées La Russie a mis en garde à maintes reprises contre des frappes menées par Kiev sur son sol à l'aide de missiles à longues portée occidentaux. Vladimir Poutine avait averti, mi-septembre, contre le fait que de telles frappes changeraient «considérablement l'essence et la nature même du conflit» et signifierait pour Moscou une entrée en guerre directe des Occidentaux contre la Russie. Dans la soirée du 21 novembre, lors d'une allocution télévisée, le président russe avait annoncé l'utilisation, pour la première fois, d'un missile balistique hypersonique russe Orechnik contre une installation militaro-industrielle dans la ville ukrainienne de Dniepropetrovsk. Une annonce qui survenait après l'autorisation donnée à Kiev, par le président américain sortant Joe Biden, d'utiliser des missiles à longue portée afin de frapper dans la profondeur du territoire russe. Plusieurs frappes de missiles américains ATACMS et franco-britanniques Storm Shadow avaient été rapportées en Russie la veille de l'annonce du premier emploi du missile Orechnik. **R. I.**

EN SE MOQUANT DE JUSTIN TRUDEAU

Donald Trump propose à nouveau de faire du Canada le 51e État américain

DONALD Trump a relancé la controverse créée ces dernières semaines en déclarant que transformer le Canada en un État américain serait une «excellente idée». Dans une série de publications sur Truth Social, il a critiqué la gestion de Justin Trudeau et raillé la crise politique canadienne, tout en évoquant les subventions américaines au Canada. Le 17 décembre 2024, Donald Trump a ravivé les tensions avec le Canada en publiant sur son propre réseau social Truth Social une déclaration polémique. «De nombreux Canadiens souhaitent que le Canada devienne le 51e État. Ils économiseraient massivement sur les impôts et la protection militaire. Je pense que c'est une excellente idée. 51e État !», a-t-il écrit. Trump a également ironisé en demandant pourquoi les États-Unis subventionneraient leur voisin du Nord à hauteur de 100 millions de dollars par an, un chiffre pourtant sans fondement clair selon les analystes. Ces commentaires s'ajoutent à une série de publications de ces dernières semaines dans lesquelles il qualifiait Justin Trudeau de «gouverneur du Grand État du Canada», soulignant une relation qu'il décrit comme déséquilibrée. Crise de voisinage Ces remarques interviennent alors que le Canada traverse une période de turbulence politique. La démission de Chrystia Freeland, vice-Première ministre et ministre des Finances, a fragilisé le gouvernement de Trudeau. Dans une lettre cinglante, Freeland a dénoncé un climat politique qu'elle qualifie de «toxique», citant notamment les pressions liées aux menaces de Trump d'imposer des droits de douane sur les produits canadiens. Trump n'a pas tardé à commenter cette démission, en affirmant qu'elle ne manquerait à personne. Cette attaque s'inscrit dans un échange tendu où il accuse le Canada d'inaction sur des dossiers sensibles tels que la sécurité des frontières et la lutte contre les cartels de la drogue. Une stratégie commerciale musclée à l'origine des tensions Donald Trump a annoncé récemment son intention d'imposer des tarifs douaniers de 25% sur les produits canadiens, invoquant la nécessité de freiner le trafic de fentanyl et de renforcer la sécurité. Il a déclaré après un entretien avec Justin Trudeau début décembre : «Les États-Unis ne resteront pas les bras croisés alors que nos citoyens sont victimes du fléau de cette épidémie de drogue. Trop de morts et de difficultés !» Ces menaces tarifaires, combinées à sa rhétorique provocante, mettent en lumière une approche de négociation agressive visant à exercer une pression maximale sur ses partenaires commerciaux. Ce n'est pas la première fois que Trump se livre à des railleries envers le Canada. En 2018, il avait qualifié le pays de «profiteur» des accords commerciaux, affirmant que le Canada tirait «près de 100 milliards de dollars par an» des États-Unis, une exagération contestée par les économistes. Justin Trudeau, de son côté, a tenté de minimiser l'escalade verbale. «Comme dans la plupart des familles, il arrive que nous nous disputions pendant les vacances», a-t-il déclaré ce 17 décembre lors d'un rassemblement à Ottawa, essayant de maintenir une apparence calme face à des critiques croissantes au sein de son propre parti.

R. I.

CNN ACCUSÉE DE MANIPULATION EN SYRIE

Un reportage sur un prisonnier libéré tourne au scandale

UN REPORTAGE de CNN sur le sauvetage d'un prisonnier en mauvais état, présenté comme un civil ordinaire, a suscité une controverse. L'enquête révèle que cet homme est en réalité un officier du renseignement syrien. Ces révélations remettent en question la fiabilité de la chaîne américaine, souvent critiquée pour ses pratiques journalistiques. Le 15 décembre 2024, CNN diffusait un reportage mettant en scène sa correspondante internationale en chef, Clarissa Ward, explorant une prison prétendument abandonnée à Damas, en Syrie. Elle y «découvrait» un homme enfermé dans une cellule, identifié comme Adel Ghorbal, un civil de Homs présenté comme une victime. Dans la vidéo diffusée avec un ton dramatique, Ward libérait ce prisonnier qui la remerciait avec émotion. Il prétendait avoir été détenu pendant trois mois sans eau ni nourriture et accusé de transporter des contenus suspects sur son téléphone. CNN qualifiait cette scène de témoignage poignant des supposés «abus» de l'ancien pouvoir syrien. Cependant, une enquête menée par la plateforme indépendante Verify-Sy, relayée par des médias comme The Middle East Eye, a révélé une toute autre vérité : cet homme s'appelle en réalité Mohammad Salama, alias «Abu Hamza», et s'avère être un ancien lieutenant des services de renseignement syriens, connu dans le pays pour avoir commis de graves crimes. Selon Verify-Sy, Mohammad Salama était un acteur notoire des services de renseignement de l'armée de l'air syrienne. Il aurait géré des points de contrôle à Homs, extorqué de l'argent à des civils et participé à des opérations de torture. Des incohérences flagrantes De nombreux détails du reportage ont suscité des doutes dès sa diffusion. Selon Verify-Sy, le prisonnier, supposément affamé et torturé, paraissait «bien soigné, sans signe de malnutrition, avec des cheveux et une barbe taillés». De plus, sa réaction à la lumière du jour était étrange pour une personne enfermée dans l'obscurité depuis des jours. CNN a reconnu, dans un communiqué publié sur son site après ces révélations, que l'homme aurait pu donner une fausse identité, affirmant cependant que la scène avait été rapportée fidèlement. «Personne d'autre que notre équipe ne connaissait l'intention de visiter ce site. Les évènements se sont déroulés tels qu'ils apparaissent dans notre reportage», a insisté la chaîne. Des accusations récurrentes contre CNN Cette affaire n'est pas une première pour CNN, dont le journalisme a été plusieurs fois critiqué pour son manque de rigueur. En 2021, la même journaliste, Clarissa Ward, avait été accusée d'avoir mis en scène un reportage près de la frontière entre Israël et Gaza. De nombreuses séquences avaient été jugées «artificielles et exagérées», rappelle le New York Post dans son article ce 17 décembre. Ce reportage s'inscrirait également dans un contexte plus large, où CNN est souvent accusée de diffuser des contenus biaisés pour servir une ligne éditoriale favorable à l'Occident et déstabiliser les pays hostiles aux États-Unis. En conclusion, Verify-Sy s'interroge si cette controverse met en lumière les limites du journalisme occidental, où des récits émotionnels prennent parfois le pas sur les faits. «CNN a-t-elle été victime de désinformation ou a-t-elle délibérément trompé son public ?».

R. I.

OM

Medhi Benatia vide son sac sur l'arbitrage français !

PRÉSENT dans l'After Foot sur RMC Sport, Medhi Benatia est longuement revenu sur le début de saison de l'Olympique de Marseille, évoquant notamment le mercato hivernal à venir. Un entretien au cours duquel le futur directeur sportif olympien a également évoqué l'arbitrage français…

Le 22 septembre dernier, l'OM était parvenu à s'imposer à Lyon (2-3) dans un match complètement fou. Malgré cette victoire, Medhi Benatia avait poussé un gros coup de gueule envers l'arbitrage. Une sortie qui n'avait pas manqué de faire réagir. Convoqué par la commission de discipline de la LFP, le futur directeur sportif olympien se voyait finalement sanctionné d'une suspension de trois matches fermes et trois avec sursis. Relancé sur le sujet, ce jeudi soir, après de nouvelles décisions controversées, l'ancien international marocain n'a pas manqué l'occasion pour afficher sa frustration.

«Ce qui me frustre ici, c'est qu'en Italie tu as des arbitres un peu susceptibles mais tu peux parler avec eux. Ici tu ne peux pas parler ! Quand tu veux parler ils te font attendre 45 minutes devant la porte», a notamment indiqué Benatia dans l'After Foot sur RMC Sport avant de revenir sur l'épisode face au LOSC où la formation nordiste avait égalisé en toute fin de rencontre et où l'arbitrage avait là aussi fait parler. «Sur le match de Lille, il y a des choses à redire. Regardez le but. Ils disent qu'il y a le droit de passer. Mais là, c'est une vraie charge sur Balerdi. Avant le but, le joueur qui marque (Diakité) aurait dû sortir depuis plusieurs minutes. J'ai vu deux grandes équipes. J'ai félicité Lille, une belle équipe».

Ecœuré, le dirigeant phocéen - qui n'avait guère goûté à la décision de François Letexier d'expulser Amine Harit après son pied haut sur Marquinhos à l'occasion du Classique (3-0) - était d'autant plus dépité après le choix de ce même arbitre de ne pas sanctionner Wilfried Singo, ce mercredi soir, après son intervention - certes involontaire mais ô combien dangereuse - sur Gianluigi Donnarumma lors du choc entre l'AS Monaco et le PSG (2-4). «Pffffff. Je n'en ai pas pensé grand chose. J'attendais que l'arbitre (François Letexier) s'explique. Ce qu'il n'a pas fait. Quand je vois ça, je suis à court d'arguments. Contre nous (lors de Marseille-Paris), il a expliqué avoir vu la trace sur la poitrine de Marquinhos. Il a sorti le carton rouge, même si Harit ne voit pas le joueur et que c'est involontaire. Donc quand je regarde l'action d'hier… Je n'ai jamais vu un joueur sortir défiguré comme Donnarumma !» Pour conclure, Medhi Benatia a finalement appelé à un dialogue renouvelé, assurant poursuivre son combat contre l'injustice coûte que coûte. «Je pense sincèrement aujourd'hui quand on voit comment les choses se passent, qu'il faut forcément instaurer un dialogue différent. Joueur, je n'ai jamais pris de carton sur des réclamations. Je l'avais dit quand j'étais passé en commission. Aujourd'hui, quand je parle, on dit que j'ai menacé. Quand je crie parce qu'il y avait du monde dans le couloir, on dit que j'ai agressé. J'ai demandé du respect pour le peuple marseillais, on m'a mis 6 matchs. J'ai vu tous les week-ends des déclarations de toute sorte, mais personne n'a été convoqué… Je ne comprends pas, mais on va continuer à parler et à se faire entendre». Voilà qui est dit !

REAL MADRID

L'incroyable volte-face de l'Espagne avec Aurélien Tchouameni

Cette saison, la Casa Blanca doit composer avec de nombreuses blessures. Carlo Ancelotti fait notamment confiance à Aurélien Tchouameni pour aider Antonio Rüdiger à tenir la baraque en défense. Et le Français s'en sort plutôt bien.



La presse espagnole a des vestes réversibles. Très critiques à l'égard de Kylian Mbappé depuis quelques semaines, les médias ibériques ont fait une sacrée volte-face ces derniers jours. Et on peut en dire autant concernant Aurélien Tchouameni. Après le départ de Toni Kroos et avec un Luka Modric vieillissant, le footballeur acheté 80 M€ à l'AS Monaco, devait prendre le pouvoir au sein du milieu madrilène. Il avait été préparé pour cela lors de ces deux dernières saisons sous la houlette des cadres. Mais ses premiers pas lors de cet exercice 2024-25 n'ont pas été à la hauteur des attentes et des espoirs placés en lui. De plus en plus de supporters merengues comme d'observateurs et de journalistes réclamaient plutôt Eduardo Camavinga.

Et le point de non-retour a été atteint le 5 novembre dernier lors de la défaite 3 à 1 face à l'AC Milan au stade Santiago-Bernabéu. Titulaire lors de cette rencontre, Tchouameni a été très décevant et surtout il a été dépassé à tous les niveaux et remplacé à la pause par Camavinga. Massacré par la presse espagnole, l'ancien joueur de Bordeaux a eu quelques jours de répit. En effet, les Merengues ont annoncé qu'il souffrait d'une entorse de la cheville. Une blessure qui l'a éloignée des terrains durant 26 jours (4 matches manqués, ndlr). Mais ce n'était pas la première pour le Français, qui avait déjà été mis à l'arrêt durant 14 jours au mois de septembre en raison d'une blessure au pied. Remis sur pied, le vice-capitaine des Bleus a retrouvé des couleurs lors de ses dernières sorties sous le maillot blanc. Il a participé à 4 rencontres toutes compétitions depuis son retour de blessure, toutes en tant que titulaire. Surtout, le milieu a fait plutôt bonne impression dans un rôle qui n'est pas le sien à l'origine, puisqu'il évolue notamment en défense centrale après la blessure d'Eder Militão. Il avait déjà dépanné à ce poste l'an dernier, derrière Rüdiger et Nacho. Il le fait encore cette saison. Et pour la presse ibérique, c'est une révélation. Ce vendredi, Marca consacre un long article à l'international tricolore (19 matches, 17 titularisations toutes compétitions confondues, 1487 minutes jouées cette saison). "Tchouameni se défend", titre le média ibérique avant de développer à son sujet. «La formule de Tchouameni fonctionne comme une formule centrale. Au moins, les chiffres sont de leur côté. Contre Pachuca, il a disputé son quinzième match en tant que défenseur et le bilan est de 11 victoires et quatre nuls. Tchouameni se défend à un poste qui n'est pas le sien et le Real Madrid est invaincu avec lui en défense centrale. De plus, lors de sept de ces 15 matches, l'équipe a gardé sa cage inviolée, encaissant 16 buts (1,06 but par match). Avec ces chiffres, il n'est pas surprenant qu'Ancelotti ait voulu avoir quelques mots de reconnaissance pour le joueur. » En effet, après le nul face au Rayo Vallecano le week-end dernier, le Mister a eu des mots forts pour son joueur, véritable pompier de service. «Il faut tout d'abord remercier Tchouameni pour son engagement. Il joue à un poste qui n'est pas le sien. Il le fait pour l'équipe, il fait preuve d'engagement et ne se plaint pas. Il fait du mieux qu'il peut et il le fait bien. Il a très bien fait contre l'Atalanta et Gérone et ce n'est pas un hasard si nous avons gagné les deux matches.» L'an dernier, Ancelotti, qui l'avait aligné à ce poste contre Manchester City, Leipzig ou face au Barça, avait déjà fait son éloge. «Il a très bien compris ce dont l'équipe a besoin. On dirait qu'il a toujours joué là. Il est intelligent.»

Et il ne fait surtout pas de vagues, lui qui doit encore se sacrifier alors que le Real Madrid ne s'est pas renforcé derrière l'été dernier après le départ de Nacho. «Je préfère jouer au milieu, mais j'essaie toujours de donner le meilleur de moi-même.» Malgré la présence du jeune Raul Asencio, Carlo Ancelotti continue de faire appel à Aurélien Tchouameni pour solidifier son arrière-garde. Alors que des rumeurs évoquaient un possible départ du Français sous contrat jusqu'en 2028, il n'en est rien visiblement. Bien qu'il ait pu décevoir dans l'entrejeu, il a montré qu'on peut globalement compter sur lui derrière. Le Real Madrid peut être ravi.

MERCATO

Les deux priorités du PSG sont connues

CET HIVER, le Paris Saint-Germain souhaite apporter quelques petites retouches à son effectif. Deux recrues sont espérées. Dimanche soir, le Paris Saint-Germain va boucler son année 2024 avec un déplacement à Lens en Coupe de France. Mais si les joueurs vont profiter de quelques jours de repos avec leurs proches, Luis Enrique et les dirigeants franciliens ne vont pas chômer puisqu'ils ont un mercato d'hiver à préparer. Comme presque toutes les écuries de notre chère Ligue 1, le club de la capitale compte dégraisser avant d'investir. Ce n'est pas un secret, les pensionnaires du Parc des Princes ont déjà établi une liste avec des éléments jugés indésirables. En haut, on retrouve Milan Skriniar. Le défenseur n'entre pas dans les plans de "Lucho" et de son staff. L'idée est de lui trouver une porte de sortie, si possible de façon définitive. La Juventus et Galatasaray, qui veut un prêt avec option d'achat, sont sur le coup. Comme lui, Randal Kolo Muani, qui n'a pas été convoqué face à l'OL et l'AS Monaco, a bien compris le message. Si l'ASM en rêve, Paris ne bradera pas son joueur acheté 90 M€ assure L'Equipe ce vendredi.

Les Franciliens veulent en tirer un très bon prix. Il faut dire que les champions de France espèrent dégraisser pour mieux pouvoir recruter en janvier 2025. Et ils ont déjà une idée claire des profils qu'ils recherchent. Comme l'été dernier, le PSG va chercher à recruter un ailier, qui apportera de la qualité et qui concurrencera notamment Bradley Barcola. Il y a quelques mois, c'est Khvicha Kvaratskhelia (Naples) qui était la priorité. Cet hiver, les Franciliens espèrent enfin se renforcer à ce poste comme Luis Enrique l'espère. Ce dernier a aussi demandé à sa direction de mettre la main sur un défenseur central droitier.

Outre le départ probable de Skriniar, l'idée de Lucho et des dirigeants est de trouver une doublure voire un concurrent à Marquinhos. Le capitaine, qui a des touches en Arabie saoudite, a 31 ans. Le PSG compte sur lui mais veut anticiper et préparer la suite. Contrairement à l'hiver dernier, où de jeunes profils sud-américains avaient été ciblés (notamment Lucas Beraldo, ndlr), Paris cible plutôt des joueurs de 25 ans ou moins, bons dans les duels et capables d'assimiler les demandes de Luis Enrique. Selon L'Equipe, un joueur de Premier League ainsi que le Lensois Abdukodir Khuzanov, , sont dans le viseur.

LEAGUE CUP

Malgré Forster, Tottenham domine United au terme d'un match fou

Fraser Forster et Tottenham ont essayé, mais Manchester United n'a pas réussi à se qualifier en demi-finale de League Cup ce vendredi. Le gardien de Tottenham a effectué deux erreurs majuscules pour donner une chance à United, alors mené 3-0, de revenir au score (3-2). Après le but du break de Heung-min Son (4-2, 89e), le contre-son-camp d'Yves Bissouma (90e+4, 4-3) est resté sans conséquence.



Encore un match fou pour les Red Devils mais pas en leur faveur cette fois. Tottenham a battu Manchester United en quart de finale de la League Cup, jeudi, au terme d'une rencontre au scénario invraisemblable (4-3). Les Spurs avaient pris le large après un doublé de Dominic Solanke (15e et 54e) et un but de Dejan Kulusevki (46e) mais leur gardien Fraser Forster a relancé les Mancuniens avec deux énormes erreurs. Heung-Min Son a corrigé tout cela d'un corner direct (88e) et les Londoniens rejoignent Arsenal, Liverpool et Newcastle dans le dernier carré.

Ce dernier quart de finale restera un moment dans les mémoires. Il est davantage parti sur les bases de la récente nette victoire de Tottenham à Southampton en Premier League (0-5) que sur le rythme du triste derby remporté in extremis par Manchester United contre son voisin de City (1-2). Même handicapés par une cascade de blessures, les Spurs ont entamé les débats avec appétit et leur duo Kulusevski - Son a tout de suite mis le feu devant la cage d'Altay Bayindir (2e).

Plus mordants, les Londoniens ont trouvé la faille dans la foulée d'un coup franc et d'une lourde frappe axiale de 25 mètres signée Pedro Porro que Bayindir a repoussée comme il a pu et surtout sur Solanke qui n'a pas raté l'occasion d'ouvrir le score (1-0, 15e). Le portier turc, pas aidé par des partenaires assez passifs sur le but, s'est révélé plus efficace en remportant un duel face à Kulusevski (26e). En face, les Mancuniens n'ont réussi à répondre que par des tentatives hors cadre ou dangereuses mais contrées par la défense adverse dans une première période ouverte et plaisante.

Plus précis que les visiteurs, les hommes d'Angle Postecoglu ont fait le break dès le coup d'envoi de la seconde période grâce à un pressing haut et une petite reprise de Kulusevski (2-0, 46e). Ils ont même pris le large quand Solanke a filé sur la gauche dans le dos d'une défense trop lente et est allé s'offrir un doublé (3-0, 54e). Ils étaient lancés vers une victoire tranquille devant des Mancuniens assommés mais leur gardien Forster a décidé de tout changer subitement en accumulant les bourdes. Le portier de Tottenham a loupé une première relance sans conséquence (62e) mais a insisté, récidivé et été puni par l'entrant Joshua Zirkzee après une interception de Bruno Fernandes (3-1, 64e). Manchester United a repris espoir et Tottenham a pris l'eau à l'image d'Yves Bissouma qui a frôlé le csc (67e). Forster, lui, y est allé franchement et a laissé Amad Diallo le tacler devant sa cage pour une nouvelle réduction du score gag (3-2, 70e). Le portier a enchaîné avec une rocambolesque parade du pied sur sa ligne alors que les Spurs étaient acculés dans leur camp (82e).

Tottenham a fini par reprendre son souffle en allant obtenir un corner à gauche que Son a frappé de manière directe pour lober Bayindir, gêné par Lucas Bergvall, et redonner une certaine marge aux locaux (4-2, 88e). La rencontre semblait enfin définitivement pliée, mais Bissouma a réussi à marquer contre son camp sur un corner (4-3, 90e+4) et à offrir un ultime espoir aux visiteurs. Les Red Devils de Ruben Amorim, qui avaient renversé le derby dans les dernières secondes, n'en ont pas profité cette fois. Leurs adversaires, eux, affronteront Liverpool en demi-finales avec une manche aller le 6 janvier et le retour le 3 février en plus du choc en Premier League entre les deux équipes dès le week-end prochain. Cela promet de belles affiches même si elles ont peu de chances de se révéler aussi ébouriffantes que ce match.

FORMULE 1

Le franco-algérien Isack Hadjar pilotera pour Racing Bulls

LA NOUVELLE était attendue, elle est devenue officielle hier, le franco-algérien Isack Hadjar, 20 ans, pilotera pour Racing Bulls en 2025, a annoncé l'équipe italienne. Vice-champion de F2 en 2024, membre de la filière Red Bull.

Isack Hadjar sera sur la grille de départ du Grand Prix d'Australie, le 16 mars prochain, pour l'ouverture de la saison 2025 de Formule 1. Ce vendredi, Racing Bulls a officialisé la venue du vice-champion du monde de F2, qui bénéficie du jeu de chaises musicales. En effet, il récupère le baquet de Liam Lawson, remplaçant de Sergio Pérez chez Red Bull.

Lors de la dernière saison, il a terminé en deuxième position du championnat de Formule 2, derrière le Brésilien Gabriel Bortoleto. En 2025, il sera dans le grand bain avec Yuki Tsunoda comme coéquipier. Comme Sebastian Vettel, Daniel Ricciardo ou Max Verstappen avant lui, le natif de Paris est issu du programme Red Bull Junior.

"C'est énorme pour moi, ma famille et toutes les personnes qui ont cru en moi depuis le début, a indiqué le Français dans le communiqué publié vendredi par Racing Bulls. J'ai tout fait pour atteindre ce rêve. Je suis prêt à travailler dur et à faire de mon mieux pour l'équipe. J'ai hâte de travailler avec Yuki et d'apprendre à ses côtés, je l'ai toujours admiré."

"Ses parents et sa soeur sont très intelligents, donc lui aussi devrait utiliser un peu plus sa tête parfois, c'est l'un de ses points faibles. Il doit être plus patient et moins impulsif. Il a beaucoup de tempérament, est trop capricieux parfois, estimait Helmut Marko, consultant pour Red Bull, auprès de l'AFP début décembre. Mais il a fait beaucoup de progrès dans ce domaine. C'est l'un de nos jeunes pilotes les plus prometteurs et rapides. Et il sait aussi très bien gérer ses pneus, ce qui est très important aujourd'hui. Il a perdu plus de 80 points cette saison en raison de problèmes mécaniques, mais il s'est accroché jusqu'à la dernière course, ce qui prouve sa force mentale".

GUARDIOLA :

«Je gère les bons moments et aussi les mauvais»

ALORS que Manchester City n'a gagné qu'un seul de ses onze derniers matches (toutes compétitions confondues), Pep Guardiola a été interrogé ce vendredi, en conférence de presse, sur la crise actuelle des Cityzens. Le technicien du champion d'Angleterre en titre regrette les absences de certains joueurs et assure que son équipe "se redressera tôt ou tard".

"Je gère les bons moments, et aussi les mauvais". Voici ce qu'a déclaré vendredi l'entraîneur de Manchester City Pep Guardiola qui n'a remporté qu'un seul de ses onze derniers matches, toutes compétitions confondues. L'Espagnol, champion d'Angleterre six fois sur les sept dernières saisons, était apparu très abattu lors de sa dernière prise de parole, dimanche dans la foulée du derby perdu (2-1) contre Manchester United.

"Nous venions de terminer un match que nous avons perdu, et que nous étions sur le point de gagner. Je n'étais pas content, a-t-il rembobiné. Je vais bien, je suis une personne normale avec des sentiments, comme nous tous. Quand la situation va bien, nous allons bien. Quand ça ne va pas professionnellement, nous sommes plus préoccupés". Avant d'aller à Aston Villa, samedi (13h30), Manchester City reste sur cinq défaites en sept matches de Premier League. Le quadruple champion d'Angleterre en titre occupe la cinquième place après seize journées. "Même dans le passé, lorsque nous avons gagné de nombreux matches d'affilée, nous ne savions pas ce qui allait se passer (au match d'après), a déclaré Guardiola. Tôt ou tard, nous nous redresserons. Je ne sais pas quand, parce que nous avons eu des problèmes dans l'équipe".

L'entraîneur a enregistré le retour à l'entraînement de deux défenseurs, Manuel Akanji et John Stones, mais il en a perdu un troisième, Ruben Dias, victime d'une blessure musculaire dimanche et indisponible pour "trois à quatre semaines", a-t-il annoncé. Le gardien Ederson est également incertain ce week-end, a précisé l'Espagnol, qui doit en outre faire sans le milieu défensif et Ballon d'or espagnol, Rodri, pour plusieurs mois.

"Ce que je veux, c'est retrouver mes joueurs, avoir l'effectif. L'équipe est vraiment bonne, le problème c'est que nous ne l'avons pas eue (au complet)", a-t-il dit. Comme entraîneur, "je gère les bons moments, et aussi les mauvais", a-t-il insisté. Dans le passé, il y a eu "des moments difficiles", et cette fois "cela prend plus de temps". Il a mis en perspective les "plus de 40 mauvais jours" traversés récemment et "les huit années" sur le banc de Manchester City, où "nous avons fait des choses incroyables". "Le passé parle de lui-même, et à l'heure actuelle, la réalité parle d'elle-même. Je n'ai pas grand-chose à dire. Nous ne gagnons pas les matches, nous devons gagner. Peu importe les circonstances, les problèmes, nous devons le faire et nous ne le faisons pas", a-t-il conclu.

OUVERTURE DU 22E SALON NATIONAL DE L'ARTISANAT SAHARIEN À TAMANRASSET

Une centaine d'exposants attendus

UNE CENTAINE d'exposants devront prendre part à la 22ème édition du salon national de l'artisanat, prévu du 25 au 31 décembre courant à Tamanrasset. C'est ce qu'a fait savoir, hier, a indiqué, avant-hier, la Chambre locale de l'artisanat et des métiers (CAM).

Cette manifestation nationale, qu'abritera la Maison de l'artisanat de la capitale de l'Ahaggar et qui coïncide avec la période de fin d'année marquée par une forte affluence de touristes dans la région, permettra aux artisans d'exposer et d'écouler leurs produits de tissage, pâtisserie, produits mellifères, maroquinerie, tapisserie, poterie et autres bibelots, a indiqué le directeur de la CAM, Mohamed Mansouri.

L'évènement sera accompagné d'activités artistiques, de représentations folkloriques, ainsi que d'ateliers de formation des artisans dans les domaines de la bijouterie, la maroquinerie, et le dessin-design, a-t-il ajouté.

Un espace sera aussi réservé à des activités éducatives et récréatives, à la satisfaction des enfants qui seront alors en vacances scolaires d'hiver.

R.R.

BATNA

Inauguration d'un nouvel hôpital

DANS LE BUT d'améliorer les prestations des services du secteur de la santé pour les habitants, la wilaya de Batna vient d'inaugurer un hôpital privé, considéré comme le deuxième au niveau national et le cinquième en Afrique.

La mise en service de cette infrastructure, a été lancée par le wali de Batna, et elle est située au niveau de la route nationale n°3. Elle offre des soins dans un nombre important de spécialités.

Cet établissement hospitalier œuvre également dans le domaine de la procréation médicalement assistée (PMA), en utilisant les nouvelles technologies, telles que l'insémination intra-utérine, dans le respect du cadre légal. Il propose également des services de neuro-anatomie, des soins neurologiques intensifs, ainsi que des soins infirmiers et de vaccination."

Il comprend également des unités de radiologie dotées d'équipements médicaux modernes et avancés, ainsi qu'une unité équipée d'un réseau numérique.

La wilaya de Batna, selon le wali, cherche à devenir un pôle de santé dans les prochaines années, après avoir achevé les usines production de matières premières pour l'insuline, les médicaments contre les maladies cardiaques et le paracétamol, ainsi qu'après avoir commencé à réaliser le centre hospitalo-universitaire d'une capacité de 500 lits.

R.R

RANDONNÉE À DJEBEL DIRA DE BOUIRA

Promotion du tourisme de montagne.

C'EST DANS ce cadre que la direction du tourisme et de l'artisanat de la wilaya de Bouira, organise trois jours durant, les 19, 20 et 21 du mois en cours, des randonnées pédestres et un « camping touristique » à travers la montagne de Dira dans la daïra de Sour El Ghozlane.

Organisées en partenariat avec la Protection civile, la Direction générale des forêts (DGF), la gendarmerie nationale, et les autorités locales, ses sorties, se feront en compagnie de « Youcef Issaad, président de l'Association des sports de montagnes de Sour El Ghozlane», lit-on dans un communiqué de la direction locale de tourisme de l'artisanat de Bouira.

Notons que le Djebel Dira est, selon les quelques informations recoupées, un massif montagneux d'Algérie, de 50 km environ de long de l'Est à l'Ouest et de 30 environ d'épaisseur du Nord au Sud. Son piton central, au Sud de Sour el Ghozlane (anc. Aumale), atteint 1689 m au-dessus du niveau de la mer, à près de 2 km à l'Ouest de celui-ci, le Hadjirat el Heddiane culmine à 1810 m.

Les flancs du massif sont couverts de chênes et arrosés par de nombreuses sources, aussi, malgré la rigueur du froid et l'abondance de neiges en hiver, on y élève de nombreux troupeaux.

R.R.

SALON NATIONAL DE SOUTIEN AUX PRODUITS DE L'ARTISANAT À ORAN

Près de 100 exposants au rendez vous

Près de 100 exposants prendront part à la 10e édition du Salon national de soutien aux produits de l'artisanat. Cet événement se tiendra prochainement, du 28 décembre au 4 janvier au Centre des conventions Mohamed-Benahmed, de la wilaya d'Oran. C'est ce qu'a fait savoir, mardi, la Chambre locale de l'artisanat et des métiers.



A cette occasion, le directeur de la Chambre, Miloud Tahar Djebbar, a déclaré que cette manifestation, organisée par la Chambre de l'artisanat et des métiers en collaboration avec la direction locale du tourisme et de l'artisanat, prévoit la participation de 100 exposants de différentes wilayas du pays, dont 40 artisans de la capitale de l'Ouest. Précisant que Tous ces participants sont spécialisés dans l'artisanat d'art.

Concernant l'objectif de ce salon, le même responsable a indiqué qu'il est dans le but de soutenir la production artisanale, de promouvoir les produits de l'artisanat, d'intégrer les métiers dans la dynamique économique, de valoriser l'importance économique du secteur de l'artisanat, d'échanger les expériences et de créer un espace de visibilité pour les produits de l'artisanat traditionnel.

Dans le cadre de cet événement, quatre ateliers seront organisés dans les spécialités suivantes : « peinture et décoration, produits en cuir, habillement traditionnel et céramique artistique ».

Ces ateliers seront animés par des artisans d'Oran, a précisé la même source.

Il a également ajouté que les exposants venus d'autres wilayas auront la possibilité de mettre en place leurs propres ateliers au sein de leurs stands, selon la nature de leurs activités artisanales.

Par ailleurs, il convient de rappeler, que l'année dernière, la 9ème édition du salon national spécialisé de soutien aux produits de l'artisanat, qui a eu lieux dans la même wilaya, a attiré environ 9 000 visiteurs. C'est ce qu'a annoncé le président de la Chambre de l'artisanat et des métiers d'Oran. L'événement a duré plus d'une semaine, a permis la présentation de divers produits afin de promouvoir de les valoriser et les préserver de disparition.

Amel S.

CÉLÉBRATION DU NOUVEL AN AMAZIGH À TIMIMOUN

L'oasis rouge, abritera les festivités officielles

SURNOMMÉE « l'oasis rouge », la wilaya de Timimoun abritera, sur décision de la présidence de la République, les festivités officielles de la célébration du Nouvel an Amazigh 2975-2025, et la cérémonie de remise du Prix du président de la République pour la littérature et la langue amazighes du 10 au 12 janvier prochain, dans sa 5e édition. Les préparatifs des festivités nationales officielles de la célébration du nouvel an Amazigh, ont été récemment, au centre d'une réunion de coordination présidée à Timimoun par le secrétaire général (SG) du Haut-commissariat à l'Amazighité (HCA), Si El-Hachemi Assad. Cette réunion, qui a regroupé au siège de la wilaya les autorités locales avec les représentants des différentes secteurs et organismes, a permis de passer en revue le programme des festivités de cet évènement national annuel qu'accueille la wilaya de Timimoun du 11 au 13 janvier prochain.

Le programme en question prévoit une série d'activités culturelles et artistiques qui seront animées par des troupes nationales et locales, des ateliers de formation au niveau de l'Institut technologique de développement de l'agriculture saharienne, d'autres dans les techniques cinématographiques, ainsi que d'un atelier sur la préservation des ksour dans les régions du Touat, du Gourara et du Tidikelt.

L'occasion donnera lieu également à l'émission d'un timbre postal consacré à la 5ème édition du prix du Président de la République de littérature et langue amazighes, coïncidant avec la célébration de Yennayer. **R.R.**

CLÔTURE EN BEAUTÉ DU 12E FESTIVAL INTERNATIONAL DU MALOUF

«Lakloub Maâkom» : Une soirée mémorable au Zénith de Constantine

Le rideau est tombé mercredi sur le 12e Festival international culturel du Malouf avec une soirée mémorable. Le public, nombreux venu célébrer l'événement, a eu droit à un somptueux trio représentant les trois écoles du chant andalou. Rym Hakiki, Manel Gharbi et Abbas Righi ont subjugué la salle Ahmed Bey du Zénith, archicomble pour l'occasion.



La soirée de clôture, placée sous le thème «Lakloub Maâkom», a débuté dans l'émotion avec une prestation vibrante de la troupe musicale Tyrès de la République arabe sahraouie démocratique. Imprégné de tonalités sahraouies, le passage des artistes sahraouis n'a pas laissé le public indifférent, entraînant l'assistance dans une ambiance à la fois festive et joyeuse.

La scène a ensuite été investie par Rym Hakiki, digne représentante de l'école de Tlemcen. Drapée dans un habit traditionnel, elle a interprété quelques morceaux de hawzi avec une grâce qui a captivé l'audience. Sa prestation a conféré à la soirée une aura unique, transportant les spectateurs dans un univers empreint de beauté et de douceur.

Rym Hakiki a charmé le public avec des morceaux emblématiques tels que Nahwak, Aând Lalla Sahranine, Kamlat Ezzine et Ma zyène nahar Lyoum, chantés sous des applaudissements nourris. Le point d'orgue de son passage fut l'interprétation d'un extrait de Meddih intitulé Mohamed QSSSL Khairou El Bachar, un moment de spiritualité et d'apaisement qui a touché le cœur des spectateurs.

L'école algéroise, représentée par la splendide Manel Gharbi, prendra le relais sur scène. L'artiste a offert au public constantinois une séquence féérique, avec une sélection de chansons de la Sanaâ et des extraits de Malouf, interprétés avec élégance et passion.

Pour clôturer cette soirée d'exception, le chanteur de Malouf Abbès Righi, digne représentant du malouf a pris la scène, ramenant l'essence même de ce genre musical. Sous le slogan «Le Malouf, premier pont de Constantine et sa voix éternelle», il a interprété des classiques, dont le Zajal Li Allahou Wakaltou Amri, qui a résonné profondément auprès du public constantinois.

La soirée s'est achevée dans une ambiance festive, marquée par des hommages rendus à des artistes et institutions ayant contribué à la réussite du festival. En parallèle, des défilés de mode ont mis en lumière le travail de stylistes talentueux venus de Constantine, Alger et Annaba, ajoutant une touche d'élégance à cette clôture inoubliable.

A.B.

ORAN CÉLÈBRE LA JOURNÉE MONDIALE DE LA LANGUE ARABE

Trésors calligraphiques exposés au Musée Ahmed Zabana

UNE EXPOSITION consacrée à la calligraphie arabe a été inaugurée, mercredi au Musée national public «Ahmed Zabana» d'Oran, mettant en valeur des éclairages artistiques qui allient la beauté des écritures arabes à des collections archéologiques témoignant de l'évolution de cet art au fil de l'histoire arabe et islamique.

Cette exposition, organisée par le Musée «Ahmed Zabana» à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la langue arabe, présente une dizaine de tableaux illustrant des pièces de monnaie islamiques. Ces pièces mettent en avant l'esthétique de la calligraphie arabe sur leurs deux faces, tout en reflétant la richesse culturelle et historique de cet art, selon Leïla Boutaleb, responsable du service de communication du musée.

Les trésors numismatiques exposés, issus de différentes périodes historiques comme les dynasties des Almohades, des Aghlabides, des Abbassides, des Omeyyades, des Mérinides, ainsi que de l'époque ottomane en Algérie, portent des inscriptions en calligraphie arabe, notamment en styles coufique et naskh. Ces inscriptions sont gravées sur des monnaies en argent, or ou cuivre.

L'exposition, qui se poursuit jusqu'au 31 décembre, comprend également des tableaux relatifs à la monnaie frappée sous l'Emir Abdelkader, fondateur de l'Etat algérien moderne. Parmi les pièces exposées, on trouve des monnaies en cuivre arborant sur une face l'inscription «En vérité, la religion auprès de Dieu est l'Islam», tandis que l'autre face précise le lieu et la date de frappe (Tagdempt, 1840 et 1836).

Parmi les objets présentés, figurent une michkat (niche murale) ornée de gravures en calligraphie arabe d'une précision et d'une beauté remarquables, ainsi que des éléments d'architecture islamique et des ouvrages retraçant l'histoire de la calligraphie arabe.

En outre, à l'occasion de cette journée mondiale, des réalisations du calligraphe défunt Cheikh Ali Kacimi (1933-2023) sont mises en avant en hommage à ses contributions exceptionnelles à l'art de la calligraphie arabe. Cet artiste émérite a transcrit le Coran cinq fois au cours de sa vie selon diverses lectures et a également conçu des tableaux calligraphiques comportant des versets coraniques.

Enfin, cette manifestation culturelle, organisée avec la contribution de la branche oranaise de l'Association Al-Maali pour les sciences et l'éducation, inclut des ateliers de calligraphie arabe et de lecture interactive.

R. C.

1ÈRES JOURNÉES DE CALAMA DU COURT MÉTRAGE

Une quinzaine d'œuvres cinématographiques en compétition à Guelma

LE COUP d'envoi de la compétition officielle de la 1ère édition des Journées de Calama du court métrage a débuté jeudi à la salle de cinéma «Intissar». Cette manifestation dédiée au 7ème art est marquée par la participation de 15 œuvres produites dans plusieurs wilayas du pays, en plus de la Palestine, invitée d'honneur de cette 1ère édition.

La levée de rideau de ce rendez-vous cinématographique a eu lieu mercredi en fin d'après-midi par le wali de Guelma, Mme Houria Aggoun. La réesponsbale a indiqué, dans une allocution prononcée en ouverture de cet événement organisé à la maison de la culture Abdelmadjid Chafai de Guelma, que ces journées, «premières du genre dans la wilaya, font partie du programme de célébration du 70ème anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution».

La même responsable a ajouté que cette manifestation culturelle, organisée par l'association de wilaya «Besma pour la promotion des arts et du divertissement des jeunes et des enfants», avec le soutien du ministère de la Culture et des Arts ''représente une opportunité de découvrir de nouveaux talents dans le domaine de la cinématographie''

Mme Aggoun, pour qui les courts métrages «jouent un grand rôle dans le traitement des questions sociales et dans la mise en valeur du patrimoine culturel», a rappelé «l'importance que les hautes autorités du pays attachent au développement de l'industrie cinématographique afin de contribuer au renforcement des valeurs nationales et des liens sociaux».

De son côté, le commissaire de la manifestation, Mohamed Himri, a indiqué que la compétition officielle des Journées de Calama du court métrage met en lice 15 œuvres provenant de 12 wilayas du pays, traitant de différents thèmes, et qui seront projetées à la salle de cinéma «Intissar», dans le centre de GuelmaIl a souligné que les films en compétition seront évalués par un jury composé de spécialistes dans le domaine de l'audiovisuel, avant d'ajouter que les œuvres classées dans les trois premières places se verront décerner des «prix importants», en plus d'autres distinctions pour le meilleur scénario, la meilleure réalisation et la meilleure interprétation.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par la projection d'un court métrage de Palestine, invitée d'honneur des journées, intitulé «La dernière image» qui raconte, en 10 minutes, l'histoire poignante d'une famille palestinienne dont l'unique rêve était de vivre dans la sécurité et la paix, avant que la barbarie de l'armée d'occupation sioniste n'en décide autrement

Le public a également eu droit à la projection du film «Héliopolis», du réalisateur algérien Djaafar Kacem, qui relate en détail les souffrances vécues par les Algériens lors des massacres du 8 mai 1945 dans la ville de Guelma et ses communes voisines, dont Héliopolis.

R. C.



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger
Tél. :
(021) 67.07.48/49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070 25.19.19
Fax :
(021) 67.07.46
Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****
Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****
IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******

BUREAUX RÉGIONAUX

• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36

• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax : (026) 22.95.62

• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64

• Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N° 10
N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr

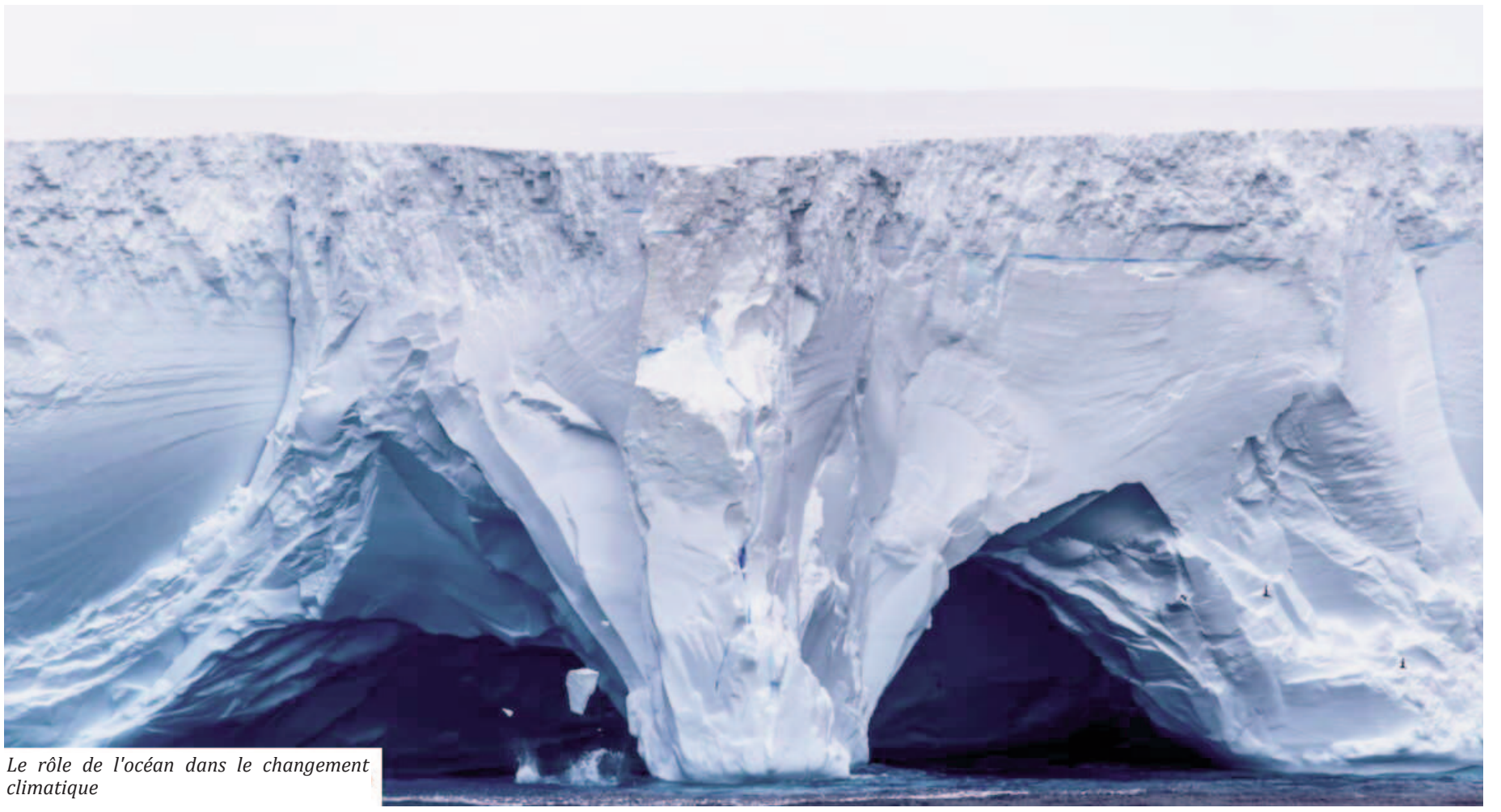
• TipasaB.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2024

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

C'est reparti: Le plus gros iceberg du monde s'est remis en mouvement dans l'océan

Prisonnier d'un vortex marin depuis le printemps dernier, le plus grand iceberg du monde est de nouveau en mouvement, ont annoncé les scientifiques du British Antarctic Survey. Dénommé "A23a", le géant de glace de 3 800 km² laisserait dans son sillage des nutriments précieux pour la vie océanique.



Le rôle de l'océan dans le changement climatique

Son parcours évoque le jeu "Un, deux, trois, soleil !". L'iceberg A23a s'est détaché de l'Antarctique en 1986, mais il s'est rapidement figé dans la mer de Weddell (océan Austral). Le meneur imaginaire de la partie, lui, n'était pas pressé : il aura en effet fallu une trentaine d'années avant que le géant de glace ne puisse se remettre en mouvement.

À partir de 2020, les glaciologues ont donc pu suivre son avancée. Sauf qu'au printemps 2024, patatras : A23a s'est mis à tourner sur place. L'iceberg se trouvait en effet pris dans une "colonne de Taylor", un type de vortex marin, près des îles Orcades du Sud.

Néanmoins, après de longs mois d'attente, le voilà enfin sorti de cette colonne d'eau en rotation, a annoncé le British Antarctic Survey (BAS) le 13 décembre. Sa trajectoire le mène actuellement vers le nord, affirment les scientifiques britanniques.

Le destin funeste de l'iceberg

Avec sa surface de 3 800 km², équivalente à près de la moitié de la Corse, A23a a détenu le titre de "plus grand iceberg actuel" à plusieurs reprises, parfois détrôné par des icebergs plus étendus mais à la durée d'existence plus brève, notamment A68 en 2017 et A76 en 2021, rappelle CNN.

L'iceberg massif devrait ainsi finir par quitter l'océan Austral pour entrer dans l'océan Atlantique. Là-bas, il rencontrera des eaux plus chaudes et se brisera alors en icebergs plus petits, avant de fondre et de disparaître totalement, anticipent les chercheurs. "Il est passionnant de voir A23a se déplacer à nouveau après avoir été bloqué pendant un certain temps", se réjouit le Dr Andrew Meijers, co-responsable du projet OCEAN:ICE au BAS (communiqué). "Nous sommes curieux de voir s'il suivra la même route que les autres grands icebergs qui ont vêlé au large de l'Antarctique. Et surtout, quel sera l'impact sur l'écosystème local", ajoute-t-il.

Dans son sillage, le géant de glace devrait laisser un héritage précieux pour la vie marine. "Nous savons que ces icebergs géants peuvent fournir des nutriments aux eaux qu'ils traversent, créant ainsi des écosystèmes florissants dans des zones autrement moins productives", assure la biogéochimiste Laura Taylor, membre de l'équipage de l'expédition BIOPOLE (communiqué).

"Ce que nous ignorons, c'est la différence que des icebergs particuliers, leur taille et leur origine peut faire dans ce processus", précise-t-elle.

Les échantillons d'eau prélevés par son équipe à proximité de A23a l'année passée devraient permettre d'apporter des réponses à cette interrogation.

Hausse du niveau des mers

S'il est peu probable que la fonte d'A23a contribue à l'élévation du niveau des mers, cet iceberg s'étant en effet détaché dans le cadre du "cycle naturel de croissance de la plate-forme glaciaire", le changement climatique entraîne toutefois des bouleversements en Antarctique, note CNN, avec des "conséquences potentiellement dévastatrices" en termes de montée des eaux à l'échelle mondiale.

sous terre, 6200 milliards de tonnes d'hydrogène pourraient nous alimenter pendant 200 ans

DES GÉOCHIMISTES américains ont réussi à modéliser les sources potentielles d'hydrogène naturel sous la surface terrestre. Selon eux, on marcherait sur 6,2 billions, soit 6,2 mille milliards de tonnes de ce gaz qui nous libérerait des énergies fossiles.

Il est sous nos pieds. Quelque part, dans les profondeurs de la Terre, se cacheraient 6 200 milliards de tonnes d'hydrogène, pensent des scientifiques américains. Dans une nouvelle étude publiée dans Science Advances, ils expliquent que ces réserves d'hydrogène, contenu dans des réservoirs souterrains et des roches, pourraient nous éviter de compter sur les énergies fossiles pendant des siècles. Le seul problème : on n'a aucune idée d'où se trouve cet hydrogène.



Il reste aujourd'hui près de 1,6 trillion de barils de pétrole sur la planète. Vingt-six fois moins que le volume d'hydrogène estimé par les scientifiques. Mais encore faut-il localiser les sources. La plupart d'entre elles sont certainement trop profondément enfouies sous la surface terrestre ou sous les océans pour être accessibles.

D'autres sont si petites qu'en extraire de l'hydrogène serait une perte d'argent et de temps. Malgré tout, Geoffrey Ellis, géochimiste et auteur principal de l'étude, en est persuadé : il y a assez d'hydrogène pour que l'on se départisse pour de bon des énergies fossiles.

Une manière d'arrêter les émissions de carbone pendant 200 ans

Dans leur étude, l'équipe de géochimistes qui entoure Geoffrey Ellis a modélisé les sources potentielles d'hydrogène sous la surface terrestre. L'auteur de l'étude soutient auprès de Live Science que 2 % de ce stock "nous fournirait tout l'hydrogène dont on a besoin pour n'émettre aucune particule de carbone pendant 200 ans".

Pour modéliser les poches de gaz et leur taille, les scientifiques ont utilisé leurs connaissances de l'hydrogène, notamment le temps nécessaire à sa production sous terre. "Il y a au moins une douzaine de procédés naturels qui permettent de générer de l'hydrogène, mais la plupart d'entre eux ne donnent que de toutes petites quantités", expliquent les chercheurs.

Avec ces éléments, ils sont parvenus à estimer le volume qui pourrait être enfermé dans des réservoirs en profondeur, en soustrayant d'éventuelles fuites, inévitables.

À quoi pourrait servir tout cet hydrogène ?

Les spécialistes de la géochimie n'ont compris que très récemment que l'hydrogène pouvait être stocké naturellement sous la Terre. La découverte de deux réservoirs, au Mali en 2018, et en Albanie plus tôt cette année, a rebattu les cartes. Alors que la planète est en danger, que les ressources fossiles se tarissent et que les scientifiques cherchent sans relâche de nouvelles manières de produire de l'énergie, cette découverte pourrait changer la donne. Jusqu'à présent, l'hydrogène est produit artificiellement par électrolyse – et parfois avec une électricité qui n'a rien de vert. Utiliser de l'hydrogène naturel éviterait des processus lourds mais permettrait aussi de contourner le problème du stockage du gaz.

CX : Comprendre les clients, un défi pour les professionnels de la technologie ?



Technologie : La vision des concepteurs et des développeurs de logiciels sur l'univers des clients est peut-être encore trop isolée.

Le phénomène appelé « loi de Conway » est-il en train de créer un gouffre entre ce que les professionnels du logiciel pensent que leurs clients vivent et ce qu'ils vivent réellement ? Alors que les entreprises s'appuient plus que jamais sur leurs équipes informatiques pour proposer une expérience client (CX) supérieure, les professionnels de l'informatique sont sous pression pour trouver des moyens de faire bouger les choses.

C'est peut-être leur plus grand défi pour l'année à venir.

« La loi de Conway suggère que les produits reflètent les structures organisationnelles des entreprises qui les fabriquent », explique Michael Bushong, vice-président de groupe, centre de données cloud chez Juniper Networks.

« Les équipes construisent leurs composants, et lorsqu'elles sont obligées de s'interfacer avec d'autres équipes, les produits auront des interfaces.

Cela a un impact profond sur l'expérience utilisateur, mais la plupart des entreprises n'associent pas des éléments fondamentaux comme la structure de l'entreprise à l'expérience de l'utilisateur final. »

L'expérience client, une priorité stratégique

Il est extrêmement urgent pour les équipes informatiques de se rapprocher de leurs clients. Une étude menée par Rackspace confirme que l'expérience client axée sur les applications est une priorité stratégique majeure pour les dirigeants (citée par 48 % d'entre eux), devant la sécurité informatique, la conformité et même la stratégie informatique. Dans le même temps, l'activité informatique actuelle tend à se concentrer davantage sur la conduite de l'efficacité de l'automatisation (63 %) et les initiatives IoT et cloud native (51 %), par rapport aux initiatives technologiques liées à l'expérience client axées sur l'analyse des données en temps réel (44 %), et l'engagement des clients (30 %). Si les dirigeants et leurs équipes informatiques ne comprennent que trop bien que la CX doit être au premier plan de la conception et du développement des logiciels, c'est plus facile à dire qu'à faire. « Le désir est là, mais les principaux obstacles que nous voyons sont le manque de connaissances et de financement », relate Matt Stoyka, PDG de NewRocket. « De nombreux professionnels de la technologie n'ont pas les connaissances et les compétences nécessaires pour concevoir une meilleure expérience. Ils veulent travailler avec des spécialistes qui peuvent les aider, mais souvent les contraintes budgétaires empêchent un engagement efficace. » Cette orientation du travail implique un besoin de conception et de développement agiles. La moitié des personnes interrogées dans le cadre de l'étude de Rackspace indiquent qu'il faut parfois des semaines pour obtenir un consensus avant de mettre en œuvre des changements technologiques, comme le déploiement de nouvelles applications ou le lancement d'un projet de transformation. D'autres répondants indiquent que l'obtention de l'adhésion peut prendre des mois (42 %), voire un an ou plus (8 %). Pour de nombreux professionnels de la technologie, obtenir une perspective complète de l'expérience client offerte par leur logiciel peut être une chose insaisissable. « Dans la plupart des cas, les personnes qui conçoivent les produits n'utilisent pas leurs propres produits au quotidien, ce qui crée une séparation entre l'expérience client déduite et l'expérience réelle de l'utilisateur final », explique Michael Bushong.

« Cela laisse des écarts entre ce qui est voulu et ce qui est livré. »

Savoir écouter les clients

Pour se rapprocher de ce que les clients recherchent et de ce qu'ils vivent à leur extrémité de la chaîne logicielle, les chefs d'entreprise et les responsables informatiques doivent ouvrir beaucoup plus largement la communication, en faisant sortir les responsables de leurs bureaux et les professionnels de l'informatique de leurs centres de données. « Parlez aux clients pour avoir une meilleure perspective », conseille Matt Stoyka. « Nous faisons souvent trop d'hypothèses sur la solution. Soyez clair sur les résultats opérationnels et de convivialité que vous recherchez. Illustrez l'écart entre l'état actuel et ces résultats. Cet écart doit être démontré de manière quantitative ainsi que par des témoignages de clients. »

En fin de compte, « la personne la mieux informée dans la pièce l'emporte souvent lorsque des décisions difficiles doivent être prises », déclare Radhakrishnan Rajagopalan, responsable mondial des services technologiques chez LTI-Mindtree. « Les professionnels de la technologie comme les DSI, les responsables informatiques, les développeurs et les gestionnaires de données devraient apprendre à connaître l'aspect commercial autant que possible, afin d'avoir une perspective sur la satisfaction des besoins et des défis des clients, ainsi que sur les domaines à améliorer. Il serait également judicieux que les responsables technologiques rencontrent directement les clients et obtiennent un retour direct afin d'élargir leur connaissance de l'entreprise. Ces informations et ces connaissances les aideront à surmonter l'inertie. Le fait d'être armé de points de vue à la première personne sur les clients, et de points de données convaincants sur la façon dont certains besoins des clients ne sont pas satisfaits, peut aider à surmonter la résistance. »

Comprendre l'expérience client signifie « suivre les clients », estime Michael Bushong. « Se mettre à leur place pendant quelques secondes pourrait être le moyen le plus efficace de développer pour eux une certaine empathie. » Le problème, poursuit-il, est que « l'instrumentation de nos systèmes rend la tâche plus difficile. Si les données permettent de tirer des conclusions plus précises, la compréhension des données et l'expérience d'un client ne sont pas toujours la même chose. Nous avons besoin de données pour obtenir des informations exploitables, mais nous devons également passer du temps à observer nos clients interagir avec nos produits, ce qui inclut nos sites web et notre documentation. Lorsque nous nous appuyons uniquement sur les données que nous collectons, nous créons une séparation, et la séparation est un tueur silencieux. Dans le domaine de la consommation, les marques les plus prospères interagissent avec leurs clients. Dans le domaine de la technologie ? Pas vraiment ».

Il existe de nombreuses compétences dites non techniques « qui aideront les professionnels de la technologie à étendre leur impact sur l'entreprise », souligne Radhakrishnan Rajagopalan. « La compétence qui a le plus d'impact pour un professionnel de la technologie est la conception de processus d'entreprise. Dans de nombreuses organisations, les processus opérationnels sont inefficaces et défaillants.

Cela ralentit l'innovation et affecte finalement la qualité des produits et des services. Les professionnels de l'informatique peuvent relever ce défi en analysant les processus d'entreprise et en recherchant les points à améliorer. Les méthodologies agiles dans le développement de logiciels en sont un bon exemple. Des équipes interfonctionnelles travaillent ensemble dans des sprints plus courts, en utilisant un feedback continu et incrémentiel et des rétrospectives pour optimiser les fonctionnalités afin de répondre aux besoins des clients. Les méthodologies agiles, lorsqu'elles sont exécutées efficacement, peuvent aider une organisation à commercialiser ses produits plus rapidement et plus efficacement. Les meilleures technologies et compétences peuvent ne pas donner de grands résultats sans les considérations susmentionnées. »











JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

20h55 Téléréalité - France 2024 — TF1
Star Academy

22h00 Jeu - 100 % logique : — 2
la réponse est sous vos yeux

20h55 Série - Scènes de ménages : — 6
Un Noël complètement givré

21h15 Rugby : Top 14 — CANAL+
Castres / Bordeaux-Bègles

21h00 Humour — W9
France 2024
Élodie Poux se marie

21h00 Film d'action — CINE + FRISSON
États-Unis - 2016
Suicide Squad

20h50 Série d'action — 6ter
États-Unis - 2017
Scorpion

21h00 Film d'animation États-Unis - 2024 — CINE + PREMIER
Kung Fu Panda 4

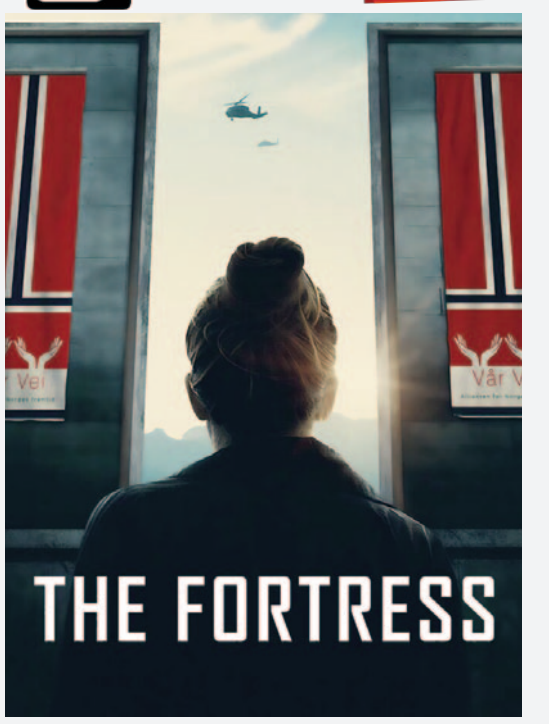
21h19 Divertissement-humour — C8
Le grand bêtisier

21h10 Thriller Grande-Bretagne 2023 — CINE + CINEMA
The Lesson

20h55 Film d'animation — CINE + FAMIZ
Etats-Unis - 2008
Madagascar 2 : la grande évasion

21h00 Comédie — TMC
États-Unis - 2023
Noël à Candy Cane Lane

21h00 la chaine CANAL+ SERIES



Série dramatique Norvège - 2023
Saison 1

The Fortress

En 2037, la Norvège décide de s'enfermer dans un mur, créant ainsi un paradis nordique autosuffisant pour la population. Cependant, lorsqu'une maladie contagieuse s'abat sur le pays, le mur construit pour protéger les citoyens finit par les piéger.

22h33

Série dramatique Norvège - 2023
Saison 1

The Fortress

Esther enquête pour comprendre comment les saumons ont été infectés. Charlie parvient à placer sa fille dans une crèche afin de pouvoir décrocher un emploi dans une serre gouvernementale. Il découvre que des tomates sont infectées. Un drone militaire a intercepté et coulé le bateau d'Uma et de ses compagnons de route. Ils parviennent toutefois à se réfugier sur une île déserte. Hilde développe une variante de la peste noire.

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	06:05	12:27	14:58	17:16	18:44
CONSTANTINE	06:09	12:32	15:04	17:27	18:49
ALGER	06:24	12:46	15:18	17:37	19:03
OUARGLA	06:08	12:37	15:21	17:41	19:01
CHLEF	06:30	12:53	15:26	17:46	19:11
MOSTAGANEM	06:35	12:58	15:32	17:51	19:16
ORAN	06:37	13:01	15:35	17:55	19:19

LE JEUNE INDÉPENDANT

N° 8071 — SAMEDI 21 DÉCEMBRE 2024

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	16°	7°
Oran	16°	11°
Constantine	10°	1°
Ouargla	16°	7°

RECOMMANDATIONS DU 8e CONGRÈS ARABE DE L'HABITAT

Une nouvelle ère pour les villes durables

Le 8e Congrès arabe de l'habitat s'est clôturé, jeudi, sur une note optimiste, avec une série de recommandations reflétant une volonté collective de transformer les défis urbains en opportunités et de bâtir un avenir marqué par la résilience et la durabilité.



Une volonté collective.

Cet événement, organisé, durant trois jours, sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a rassemblé des experts, des chercheurs, des universitaires et des représentants gouvernementaux venus de nombreux pays arabes pour échanger sur le thème «Urbanisme et construction durables : défis et espoirs prometteurs».

La clôture des travaux a été marquée par la présentation d'un ensemble de recommandations lues par le président du comité scientifique du congrès, Reda Bouarioua, devant un parterre de chercheurs et de cadres des ministères de l'Habitat et de l'Urbanisme des pays participants. Globalement, ces recommandations ont pour principaux objectifs d'intégrer les principes de durabilité urbaine dans les plans stratégiques de développement socio-économique des pays arabes.

La première priorité relevée par les participants a été la création de villes résilientes face aux catastrophes naturelles, aux impacts du changement climatique et aux crises économiques. L'adoption d'une approche systémique et intégrée de l'urbanisme a été recommandée, avec l'objectif de construire des villes capables de s'adapter aux changements environnementaux, tout en préservant les ressources naturelles et en offrant une meilleure qualité de vie.

Le logement a été un autre sujet central de ce congrès. Les participants ont ainsi souligné la nécessité d'adopter des politiques publiques visant à fournir des logements accessibles à tous, en particulier pour les populations vulnérables. Ils ont également ont appelé à une harmonisation des normes de logement dans la région, afin d'établir des critères communs et garantir la qualité des habitats, tout en facilitant l'accès à des logements abordables. L'adoption de stratégies innovantes pour financer le logement social, comme les prêts hypothécaires, les mécanismes de financement participatif et le soutien de banques de logement, a été fortement encouragée. Un autre axe majeur de la conférence a été l'adoption des «bâtiments verts», qui utilisent des matériaux respectueux de l'environnement, réduisent la consommation d'énergie et minimisent l'impact environnemental. Les participants ont convenu que les matériaux de construction doivent être choisis en fonction de leur faible empreinte écologique, de leur capacité à réduire les émissions de gaz à effet de serre et de leur respect des normes environnementales. L'utilisation de matériaux locaux et naturels, comme le bois, la terre crue et les matériaux recyclés, a été encouragée pour réduire les coûts de construction et limiter les impacts sur l'environnement. Des recherches sur de nouveaux matériaux à faible coût, adaptés aux conditions climatiques locales, ont également été recommandées, en particulier dans les régions arabes qui connaissent des défis spécifiques liés aux conditions climatiques extrêmes.

Pour l'adoption des Smart Cities

En outre, les «smart cities» et leurs impacts positifs ont été largement mis en avant lors des discussions. Ces villes intelligentes, qui intègrent les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans la gestion des infrastructures, sont considérées comme des solutions innovantes pour améliorer la qualité de vie urbaine. Elles permettent de mieux gérer la consommation énergétique, de réduire la pollution, de fluidifier la circulation et de gérer efficacement les services publics tels que la gestion des déchets et de l'eau. L'utilisation de technologies intelligentes pour le transport urbain, afin de réduire les congestions et les émissions de gaz, a également été abordée comme une priorité pour améliorer la durabilité des villes. Ces technologies permettent de mieux prévoir les besoins futurs des populations et d'anticiper les crises, comme les inondations ou les pénuries d'eau, grâce à une gestion plus agile et plus réactive. Un autre point important soulevé lors de ce congrès a été la nécessité de renforcer la coopération interarabe dans le domaine de l'urbanisme et de l'habitat. Les pays arabes ont été encouragés à partager leurs expériences et à collaborer dans l'élaboration de politiques publiques et de stratégies de développement urbain. La création de bases de données communes, portant sur l'urbanisme, la construction et le logement, a été suggérée pour permettre une meilleure coopération et une mise en œuvre plus efficace des projets. L'importance de la recherche scientifique et de l'innovation dans le domaine des matériaux de construction à faible coût et des solutions durables a aussi été mise en avant, avec l'appel à l'intégration de ces concepts dans les programmes éducatifs des pays arabes.

Le congrès a également été l'occasion pour les participants de remercier le président Tebboune, pour son soutien constant à cet événement. Il a ainsi été relevé que l'Algérie, en tant que pays hôte, s'est distinguée par son rôle de catalyseur dans la réflexion sur l'urbanisme durable. Ses efforts pour promouvoir un développement équilibré, à travers l'utilisation de matériaux locaux et naturels ou encore la mise en œuvre de projets d'urbanisme inclusifs, ont été largement salués.

Sihem Bounabi

6e FOIRE DU MIEL À TIZI OUZOU

Grande affluence du public

LA 6e ÉDITION de la Foire du miel a ouvert ses portes, avant-hier à Tizi Ouzou, attirant un public nombreux sur la place de l'ex-mairie de la ville. L'événement, qui se déroule jusqu'au 29 décembre, réunit une trentaine d'apiculteurs venus de six wilayas, mettant en lumière la diversité et la qualité des miels de la région. Cette foire est l'occasion pour célébrer les bienfaits du miel, un produit naturel prisé pour ses vertus exceptionnelles. Selon Salem Touat, formateur et conseiller technique de la coopérative apicole de la wilaya de Tizi Ouzou (CAWTO), cette manifestation agricole, qui durera 10 jours, rassemble 32 apiculteurs venus de six wilayas, à savoir Béjaïa, Bouira, Boumerdès, Bordj Bou Arréridj, Sétif et bien sûr Tizi Ouzou. Les prix du miel varient entre 4200 DA et 5 800 DA le kilogramme, selon les variétés. «Le miel de chêne-liège, de couleur noire, est la meilleure qualité, d'où son prix plus élevé», a expliqué Salem Touat. Autrefois, le miel était quantifié en litres, car un litre pèse plus lourd qu'un kilogramme, maintenant, pour des raisons pratiques et économiques, la mesure en poids est désormais plus privilégiée. Dès la première journée de la foire, les visiteurs étaient nombreux devant les stands.

VACANCES SCOLAIRES

Un programme spécial dans la ville des Genêts

LE PROGRAMME spécial vacances scolaires à Tizi Ouzou débute aujourd'hui, samedi, avec une série de festivités destinées aux enfants. Prévu pour durer dix jours, cet événement offrira différents spectacles variés. Conçu pour permettre aux enfants scolarisés de se détendre après un trimestre de travail intense, cet événement festif sera clôturé en janvier prochain. Au programme : des spectacles de clownerie, de magie et des chants pour enfants, ainsi que des ateliers thématiques sur le quiz, le jardinage, la création d'objets, ainsi que des activités de dessin et de coloriage. Il convient de noter que cette année, les spectacles seront payants, avec un billet d'accès au prix de 100 DA. Pour un parent ayant au moins trois enfants scolarisés et souhaitant profiter de ces moments de détente, cela peut représenter un certain poids pour le porte-monnaie.

Saïd Tissegouine

ORAN

Une responsable locale relevée de son poste pour comportement répréhensible

UNE RESPONSABLE du service du logement de la wilaya d'Oran a été relevée de son poste pour s'être rendue dans la nuit de mercredi à jeudi chez une prétendante à un logement locatif en dehors des heures officielles de travail, sous prétexte de mener une enquête de routine sur la situation sociale de l'intéressée. C'est ce qu'a indiqué, ce jeudi, un communiqué de la Daira d'Oran. Le communiqué fait savoir qu'une plainte a été déposée par une prétendante à un logement public locatif contre la responsable du service du logement de la Daira d'Oran, indiquant que cette dernière lui a rendu visite de nuit avec un inconnu dans le but de mener une enquête sur sa situation sociale, et que sa demeure a fait l'objet d'une inspection minutieuse de la part de son étrange compagnon, et qu'elle a fait l'objet de maltraitance.

Le premier responsable de la Daira affirme qu'une grave erreur a été commise par la responsable de service qui est sortie de nuit pour mener des enquêtes sans qu'aucune tâche ne lui soit assignée, en impliquant des inconnus à la gestion interne de son service. La Daira précise, dans son communiqué, que des mesures disciplinaires ont été prises à son encontre et elle a été déférée devant le comité de wilaya pour examiner son cas en vue d'une sanction administrative appropriée. Le texte souligne que l'enquête menée par la responsable du logement ne fait pas partie de ses prérogatives, mais relève de la compétence d'équipes spécifiques et assermentées. Le chef de daïra d'Oran, en sa qualité de chef de la commission départementale de répartition des logements, présente ses excuses à tout citoyen demandeur de logement qui a fait l'objet d'un comportement si honteux et qui porte atteinte à la crédibilité de ses services, lit-on dans le communiqué.

Il assure à tous les demandeurs son implication personnelle à suivre le dossier de répartition des logements et promet les sanctions les plus sévères à tous ceux qui oseraient manipuler ou porter atteinte à la dignité des citoyens, a conclu le communiqué.

D'Oran, Brahim Mazi